

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 15 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°124 ■

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Des exonérations fiscales aux entreprises innovantes

Lors de la première édition du Salon International de la Synergie industrielle à Oran, le directeur général de l'accélérateur de start-up « Algeria Venture » a annoncé qu'un arrêté interministériel a été signé octroyant des incitations aux entreprises intéressées par la recherche scientifique, indiquant que celui-ci a été signé il y a moins d'une semaine.

P 3



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
ISLAMIQUE DE FINANCEMENT
DU COMMERCE

Signature d'un accord de
partenariat avec l'Algérie

P2

AGENCE INTERNATIONALE DE
L'ÉNERGIE

L'industrie pétrolière peut
réduire ses émissions de
CO2 de 60% d'ici 2030

P5

POUR DIVERSIFIER LES CHÂÎNES
D'APPROVISIONNEMENT

Le G7 promet un mécanisme
d'ici fin 2023

P11

Réunion du Conseil
des ministres

**Tebboune ordonne
la révision du statut
des enseignants
universitaires** P 3

**AÉROPORT
INTERNATIONAL D'ALGER
6,3 millions de
voyageurs enregistrés
en 2022**

L'aéroport international d'Alger, Houari-Boumediene, retrouve son niveau d'activité d'avant pandémie. En 2022, le mouvement de passagers a enregistré une forte progression à 6,3 millions de voyageurs, contre 2,1 millions l'année d'avant.

P 4

SELON LE PDG DE LA CNMA :

**L'assurance agricole
doit être obligatoire**

Face au changement climatique et aux catastrophes naturelles, le secteur agricole devient de plus en plus vulnérable. Les compagnies d'assurances doivent soutenir les agriculteurs, en proposant des produits adaptés. Actuellement, le taux de couverture de l'assurance agricole ne dépasse pas les 25% en Algérie. Un niveau qui reste «très faible», selon le Pdg de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles.

P5

**INTERDICTION
D'IMPORTATION DE MARBRE
Favoriser le
développement
de la filière**

La dernière instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à l'interdiction d'importation de marbre prêt à l'emploi, avec l'autorisation de l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet, est "très favorable" au développement de la filière.

P4

ALGÉRIE-FERRIES
Plusieurs traversées
annulées

L'Entreprise Nationale de Transport Maritime de Voyageurs (ENTMV), connue sous le nom commercial « Algérie-Ferries », a annoncé, hier dimanche dans un communiqué, l'annulation de plusieurs traversées de et vers Marseille (France). « L'ENTMV à le regret d'informer sa clientèle que les traversées suivantes sont annulées : «Marseille-Alger 17 Mai 2023 à 18h00 ; Alger-Marseille 22 mai 2023 à 12h00 ; Marseille-Skikda 25 mai 2023 à 12h00 ; Skikda-Marseille 29 mai 2023 à 12h00 ; Marseille-Alger 01 juin 2023 à 11h00 ; Alger-Marseille 04 juin 2023 à 12h00 ; Marseille-Skikda 05 juin 2023 à 11h00», détaille le communiqué, qui ne donne pas les raisons de ces annulations». L'ENTMV informe, en outre, sa clientèle qu'un départ supplémentaire Marseille-Oran est programmé le 23 mai 2023 à 1200.

ALGER

Saisie de plus de 31 kg
de cannabis et plus de
183000 comprimés
psychotropes en 4 mois

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont saisi plus de 31 kg de cannabis et plus de 183.000 comprimés psychotropes et une quantité de drogues dures durant les 4 premiers mois 2023, a indiqué, dimanche, un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre des efforts de lutte contre les réseaux criminels qui s'adonnent au trafic de drogues et de comprimés psychotropes, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger veillent à mettre en place un plan de sécurité opérationnel pour garantir la sécurité des citoyens et protéger leurs biens en vue de préserver la sécurité et la quiétude, et de lutter contre toutes les formes de crime, en menant des descentes sur les foyers et les points noirs dans les quartiers", ajoute le communiqué.

Dans ce contexte, "les services de la Sûreté de wilaya d'Alger représentés par les brigades opérationnelles de la police judiciaire ont traité durant les 4 premiers mois de 2023, 18927 affaires de consommation et de trafic de différents types de drogues y compris le cannabis, les drogues dures et les psychotropes, impliquant 19491 individus".

Selon le communiqué, "les suspects dans ces affaires ont tenté de semer la terreur et l'insécurité dans les quartiers, en provoquant des rixes sur la voie publique et en utilisant des armes blanches prohibées de type 5 et 6 pour des agressions corporelles et contre la force publique, l'incitation au regroupement et l'atteinte à l'ordre et à la quiétude publics", note le document.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ISLAMIQUE DE FINANCEMENT DU COMMERCE

Signature d'un accord
de partenariat avec l'Algérie

L'Algérie et la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) ont signé un accord de partenariat.

Par Slimane T

L'accord a été signé par Laaziz Faïd, ministre des Finances, et Hani Salem Sonbol, directeur général de la Société internationale islamique de financement du commerce, en marge des travaux des Assemblées annuelles du groupe de la Banque Islamique Développement (BID), tenues à Djeddah (Royaume d'Arabie Saoudite). Cet accord vise à accroître les exportations vers les pays de

l'OCI (organisation de la coopération islamique), à soutenir le secteur bancaire islamique algérien et son extension à d'autres pays de l'OCI, ainsi qu'à apporter un soutien aux entreprises privées et publiques algériennes. L'accord donne accès à des ressources financières afin de faciliter le développement du secteur privé et de stimuler la croissance économique. Il contribuera également au développement d'un système commercial plus efficace et plus efficace qui permettra des importations et des exportations

plus efficaces et plus sûres. Dans un tweet, Hani Salem Sonbol a mis en avant l'importance de la collaboration et du partenariat entre l'Algérie et la BID. De son côté, Laazi Faïd a exprimé sa reconnaissance aux efforts continus de l'ITFC pour soutenir les objectifs de l'Algérie en matière de développement, d'autant que les « deux parties ont affirmé leur engagement à travailler en étroite collaboration ». Parallèlement, et dans le but de développer et d'étendre les services bancaires conformes à la

charia, Salam Bak Algeria, représentée par son directeur général Nasser Haider, a signé deux accords avec l'ITFC et l'ICD (Islamic Corporation for the Development), à travers ces accords, Salama Bank Algeria bénéficiera de l'expérience et du soutien des deux institutions affiliées à la Banque Islamique de Développement (BID) pour accompagner ses clients et les entreprises algériennes souhaitant investir et développer leurs projets en Algérie.

COOPÉRATION

Une importante délégation économique argentine en visite en Algérie

Une importante délégation économique argentine effectue une visite de travail en Algérie d'une semaine (samedi à mercredi prochain), dans l'objectif de renforcer les relations bilatérales, a indiqué le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre de "la consolidation des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Argentine, et dans le prolongement de la tenue, en novembre 2022, de la 7ème session des consultations politiques bilatérales", fait savoir la même source. Les opérateurs de cette mission composée de plus de quarante membres, représentant les sphères institutionnelle et économique argentine, rencontreront durant leur séjour en Algérie leurs interlocuteurs, représentant les organismes et opérateurs économiques nationaux, selon le communiqué. A cette occasion, la délégation argentine prendra part lundi au forum économique organisé par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avec la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), en collaboration avec le ministère des Affaires Etrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Cette manifes-

tation prévoit la participation de représentants des institutions, organismes et opérateurs économiques des deux pays. Les travaux dudit Forum porteront sur l'examen des opportunités de coopération et de partenariat dans différents secteurs, notamment, ceux de l'agriculture et de l'industrie. Lors de ce forum, des communications seront présentées sur le dispositif de promotion des exportations hors hydrocarbures et le climat des affaires en Algérie à la lumière, notamment, du nouveau cadre juridique régissant l'investissement. Le ministère a rappelé dans son communiqué que l'Argentine constituait "l'un des principaux partenaires de l'Algérie dans la région Américaine Latine et Caraïbes, avec laquelle notre pays œuvre à approfondir davantage et diversifier ses relations bilatérales". Selon la même source, "cette mission traduit la volonté des hautes autorités des deux pays à insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale et au renforcement des échanges économiques et de partenariat, de manière à les hisser au niveau des potentialités dont disposent les deux économies".

R.E.

SALON INTERNATIONAL DE LA SYNERGIE INDUSTRIELLE

Participation de 92 exposants à Oran

Pas moins de 92 exposants prennent part à la première édition du Salon international de la synergie industrielle "SISIO 2023", consacré à l'industrie et à la sous-traitance industrielle dans une logique B to B, ouvert, samedi au centre des conventions d'Oran. La cérémonie inaugurale de ce salon a été présidée par les représentants du Ministère de l'Industrie et la production pharmaceutique et celui du Ministère de l'Economie de la connaissance, des startups et des PME, respectivement Boudjemia Karim et Zer-

rouki Sid-Ahmed, ainsi que le Président de la bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest, Rachid Bekhechi, organisateur de l'évènement. Ce salon regroupe ainsi des entreprises, des industriels de différents secteurs, notamment les industries mécaniques, métalliques, métallurgiques, électriques, électrotechniques et plastiques, a expliqué M. Bekhechi dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation, ajoutant que l'objectif est de rassembler et

mettre en relation d'affaires les donneurs d'ordres et les sous-traitants nationaux et internationaux. Le salon est organisé dans une logique d'interactivité, d'échanges et de créations d'opportunités, a indiqué le même responsable, soulignant que cette démarche permettra aux acteurs de la sphère industrielle de bénéficier, par ailleurs, d'une immersion dans un environnement dynamique, propice à une croissance qui seraient conformes aux stratégies économiques développées par les pouvoirs publics.

L'organisation de cet événement rejoint la démarche des hautes autorités visant à développer l'intégration nationale et la promotion du contenu local, a-t-il dit. Un riche programme de conférences, en mode présentiel et par visioconférence, est prévu, ainsi que des ateliers en marge de l'exposition, avec différentes thématiques, comme "l'écosystème des startups", "veille stratégique et intégration de la chaîne de valeur mondiale", et "normalisation et mise en conformité".

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Des exonérations fiscales aux entreprises innovantes

Lors de la première édition du Salon International de la Synergie industrielle à Oran, le directeur général de l'accélérateur de start-up « Algeria Venture » a annoncé qu'un arrêté interministériel a été signé octroyant des incitations aux entreprises intéressées par la recherche scientifique, indiquant que celui-ci a été signé il y a moins d'une semaine.

Par Réda Hadi

Il a souligné que la décision est accompagnée des textes d'application de la loi de 2016 sur les institutions de recherche scientifique, car elle montre tous les mécanismes et clarifie la méthode de travail de ces institutions.

Le même responsable a confirmé que le ministère des Finances avait un rôle majeur dans la rédaction de ces textes au service de l'économie et des institutions nationales sur un pied d'égalité. Des participants à ce salon ont affiché leur satisfaction et précisé que de nos jours la recherche et développement est essentielle dans l'essor de toute entreprise économique, car sur le plan commercial, la Recherche & Développement va permettre à l'entreprise de différencier son offre et de créer plus de valeur pour le client. Sur le plan financier, la fonction Recherche & Développement

représente d'abord un coût. Il s'agit d'un investissement dont les résultats seront aléatoires. Et de ce fait, les facilitations accordées, représentent une part importante pour des Start Up naissantes.

Pour sa part, le représentant du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Boudjemia Karim, a déclaré lors de la cérémonie d'ouverture du Salon international de la Synergie industrielle, qui se déroule du 13 au 16 mai au Palais des congrès Mohammed bin Ahmed à Oran, que ce salon concrétise les directives des pouvoirs publics pour développer la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut, qui est actuellement estimé à 5 à 6%, et devrait atteindre entre 10 et 15%.

En ces temps d'économie libérale, il est donc imputatif à nos entreprises de se renouveler, et aux Start Up d'innover. D'ailleurs les pouvoirs publics, pour une plus grande vulgarisation ont lancé une plateforme permettant de souscrire aux

avantages fiscaux destinés aux entreprises qui engagent des dépenses dans le cadre de la recherche et développement (R&D) ou des programmes d'innovation ouverte.

Grâce à cette plateforme, les entreprises concernées pourront bénéficier, conformément aux dispositions de la loi de finances 2023 (LF 2023), d'une déduction « considérable » allant jusqu'à 200 millions DA sur l'Impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS).

Du point de vue économique, pour toute entreprise, il est essentiel d'accroître le taux d'innovation de l'économie pour parvenir à renforcer la croissance de la productivité. De fait, les entreprises qui innovent affichent des niveaux de productivité plus élevés que celles qui ne le font pas, et les entreprises qui réalisent des innovations constituant des premières mondiales sont celles qui affichent les meilleures performances.

Des économistes algériens estiment pour leurs parts que l'Al-

gérie dispose des compétences nécessaires pour concrétiser le devenir de notre économie, pour que celles-ci soit débarrassées des lourdeurs de la machine bureaucratique, qui peut représenter un réel frein.

Et ce d'autant plus que de nos jours, il est admis par tous que l'esprit d'entreprendre permet de redynamiser la vie économique et sociale de notre pays. Ceux-ci ajoutent aussi que de toutes les entreprises qui ont réussi, il apparaît clairement qu'elles ont toutes un point commun : elles font toutes preuve d'innovation.

Le représentant le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Petites et moyennes entreprises à lors de la cérémonie d'ouverture de cet événement a déclaré, la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut, est obtenue grâce à la valorisation de diverses initiatives visant à convertir les matières premières en biens manufacturés et en produits destinés à d'autres secteurs.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DE VOYAGE

Participation de 70 exposants à la 5^e édition

La cinquième édition du Salon international du tourisme et des voyages "Cirta-Siyaha 2023" s'est ouverte dimanche à la maison de la Culture Malek Haddad de Constantine sous le slogan "Constantine, un rêve qui se poursuit" avec la participation de 70 exposants.

Soixante dix (70) entreprises publiques et privées, des associations de tourisme et des opérateurs de huit pays (Tunisie, Egypte, Jordanie, Arabie Saoudite, Turquie, Pays Bas, Sénégal et Chine) participent à cette manifestation organisée sous le patronage du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, le wali de Constantine et l'Office local du tourisme (OLT), en collaboration avec la direction de wilaya du tourisme et de l'artisanat et le Club des opérateurs du secteur du tourisme de Constantine.

Le Salon qui se poursuit jusqu'au 16 mai courant, permet aux opérateurs présents d'exposer leurs services dans le domaine du tourisme et des voyages, le transport, l'hôtellerie, les systèmes modernes de réservation et des équipements hôteliers.

Un stand y est réservé aux entreprises financières dont les banques, les sociétés d'assurance et les compagnies aériennes qui présentent à l'occasion leurs offres d'accompagnement faites aux professionnels du tourisme en vue de relancer le secteur, notent les organisateurs.

Selon le président de l'OLT, Rachid Yaici, le Salon est une opportunité pour échanger les expériences, conclure des accords entre les opérateurs nationaux et étrangers, et tisser des relations économiques et commerciales.

La manifestation constitue également une occasion pour mettre en valeur les potentialités touristiques, culturelles et historiques de l'Algérie, et un espace pour la promotion des produits touristiques et le patrimoine séculaire de la cité du Vieux Rocher.

Un séminaire international sur le thème "les atouts d'attrait touristique et leur rôle dans le développement touristique" sera organisé à l'occasion, selon la même source.

Des visiteurs du Salon approchés par l'APS ont relevé que c'est une opportunité au public pour découvrir les services des agences de voyage et divers établissements hôteliers et restaurateurs, et profiter des offres promotionnels et remises faites par les compagnies aériennes et les voyageurs pour l'été 2023.

DÉVELOPPEMENT NATIONAL

Créer un environnement idoine à la participation de la diaspora

Les participants à la 1ère conférence nationale des "hautes compétences algériennes établies à l'étranger" ont mis en exergue, à Alger, l'importance de créer un environnement encourageant la communauté algérienne établie à l'étranger à participer aux plans de développement global.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence, organisée par le Club algérien d'excellence et des hautes compétences (ACEHC), sous le thème "les compétences algériennes établies à l'étranger: soutien au développement national", le directeur général des compétences nationales à l'étranger, au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Mohamed Saoudi a souligné l'attachement des hautes autorités du pays à capter les compétences de la diaspora étant "une richesse inépuisable pour le transfert de la science, de l'expérience et du savoir au pays".

Dans le même contexte, M. Saoudi a annoncé "un projet de coopération en cours qui va traduire sur le terrain la participation des compétences algériennes établies à l'étranger, en fonction de la spécialité de chaque catégorie", relevant que cette démarche permettra à la société civile "d'occuper sa véritable place en matière de collaboration avec les efforts officiels".

De son côté, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), M. Noureddine Benbraham, a plaidé pour une approche par projets reposant sur la détermination des enjeux et de la valeur ajoutée pour le pays.

Les représentants des organismes officiels présents à cette conférence symposium, ont fait part de leur disposition à tirer profit des expériences de notre diaspora qui a fait preuve d'une compétence recon-

nue à l'échelle internationale.

Des représentants de la diaspora présents à cette conférence ont mis l'accent sur l'importance des canaux de communication avec les organismes concernés afin de tirer profit de leurs expériences et domicilier progressivement leurs expertises, selon le Pr Salah Eddine Noubli.

Mohamed Ibrir, expert en engineering résidant en Turquie, a souligné la disposition de ces compétences à "transférer les nouvelles technologies, à travers l'unification des rangs et la concrétisation d'une collaboration favorisant l'échange des expériences sur le terrain".

Le professeur Hamid Menouar, résident au Qatar, a quant à lui indiqué que "l'Algérie peut capter des projets de grande envergure grâce à son énorme potentiel".

Des compétences algériennes à l'étranger ont présenté à l'occasion de cette conférence leur compétences à travers trois pa-

nels en lien avec la transition numérique et l'intelligence artificielle, la sécurité énergétique et environnementale, ainsi que la sécurité sanitaire, alimentaire et hydrique.

M. Nasreddine Belkacem docteur à l'université de Dubaï, a évoqué dans son intervention l'avenir de l'interfaces neuronale directe (IND) dans amélioration de la vie des handicapés et des personnes âgées grâce à l'intelligence artificielle et la transformation des signaux cérébraux en ordres.

Le Dr Amine Bensaad (Qatar), un des responsables du volet digital dans la préparation de la Coupe du monde Qatar 2022, a passé en revue les moyens permettant de relever les défis de la transition numérique dans les secteurs du transport et de la logistique.

R N.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune ordonne la révision du statut des enseignants universitaires

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence de la République.

La réunion du Conseil des ministres est consacrée au projet de loi relatif aux forêts et aux richesses forestières, et à des exposés sur la réforme de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), les dispositions relatives aux titulaires de diplômes de magistère et de doctorat au titre l'exercice 2023, l'état et perspectives des Ecoles supérieures de l'enseignement supérieur et le secteur des mines, selon le communiqué.

Dans le secteur de l'enseignement supérieur, le président de la République a approuvé les propositions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, portant sur l'intégration des titulaires de diplômes de magistère et de doctorat dans des fonctions universitaires. Il a ordonné une révision du statut des enseignants universitaires, ainsi qu'une révision des salaires de ces derniers.

R E

LA LUTTE CONTRE
L'ABATTAGE ILLICITEUne nécessité pour
valoriser la production
animale

Les participants à un colloque national sur la "récupération du cheptel et sa valorisation, nécessité économique pour atteindre la sécurité alimentaire" ont insisté, dimanche à Tébessa sur l'impératif de lutter contre toutes les formes d'abattage illégitime du cheptel femelle afin de préserver et valoriser la filière de l'élevage.

Les participants à cette rencontre ont précisé, en clôture de leurs travaux qui ont réuni 120 vétérinaires, chercheurs, éleveurs et autres personnes intéressées par la question de l'élevage, venus de plusieurs wilayas de l'est du pays, que "l'abattage illégitime ou clandestin du bétail femelle nuit à cette filière, limite sa croissance et provoque une contraction continue des troupeaux".

Il a également été recommandé "l'encouragement de l'élevage des femelles reproductrices, le soutien et l'octroi d'avantages aux éleveurs et la création de pépinières destinées à l'amélioration génétique des races tout en assurant un suivi vétérinaire".

En outre, un appel a été lancé pour la conclusion de contrats de partenariat entre les agriculteurs et l'Office national des aliments du bétail (ONAB) en vue de l'achat de fourrage vert, en plus de l'interdiction de labourer en zones pastorales en infligeant des sanctions à l'encontre des contrevenants.

Les participants à ce colloque organisé par l'Association nationale des vétérinaires d'Algérie, ont débattu de la réalité de la production animale dans notre pays et des raisons du déclin de l'élevage. Trois ateliers ont été mis en place, conclus par les recommandations précitées et la signature de deux accords de coopération entre l'Association nationale des vétérinaires Algériens et le Syndicat national des ingénieurs agronomes, d'une part, et l'Association "Amel" pour la protection du consommateur, d'autre part.

R. E.

INTERDICTION D'IMPORTATION DE MARBRE

Favoriser le développement de la filière

La dernière instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative à l'interdiction d'importation de marbre prêt à l'emploi, avec l'autorisation de l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet, est "très favorable" au développement de la filière, selon des industriels activant dans la production et la transformation de marbre.

"C'est une décision très importante qui permettrait aux opérateurs activant dans la filière d'investir davantage dans la transformation et la production", a estimé Djallal Guitoune, secrétaire général de la Fédération algérienne des minerais, des mines et de l'industrie de la pierre.

Pour ce professionnel de la pierre, l'importation des dalles brutes et semi-finies "tue carrément l'industrie du marbre et pénalise ceux qui ont fait de gros investissements dans la transformation et la fabrication des dalles". Outre l'encouragement des investisseurs à se lancer davantage dans la transformation et la fabrication de marbre, il a estimé que cette mesure devrait également pousser les investissements dans les carrières pour rechercher la matière première localement, en précisant que la production actuelle de marbre brut est

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

6,3 millions de voyageurs enregistrés en 2022

L'aéroport international d'Alger, Houari-Boumediene, retrouve son niveau d'activité d'avant pandémie. En 2022, le mouvement de passagers a enregistré une forte progression à 6,3 millions de voyageurs, contre 2,1 millions l'année d'avant, soit l'équivalent de 81% de celui enregistré avant la pandémie.

Par Sirine R/Agence

Cette forte reprise, de près de 200% comparativement à 2021, s'explique, selon Mohamed Salah Kaouach, P-dg de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), par la levée de restrictions sanitaires imposées par la pandémie de Covid-19, qui avait plombé le trafic aérien. Dans un entretien accordé à l'APS, le premier responsable de l'aéroport d'Alger prévoit que «le niveau d'activité d'avant Covid-19 sera atteint durant l'année 2023».

Interrogé, par ailleurs, sur les projets prévus dans le fret aérien au niveau de l'enceinte aéroportuaire, M. Kaouach a fait part d'un projet d'une zone de fret (ou village cargo) parallèlement à une autre opération de réaménagement de la zone existante d'une capacité de 25.000 tonnes/an dont l'étude est en cours.

Le projet du «village cargo», qui devra s'étendre sur une superficie de 61 hectares et destiné notamment à contribuer à booster les exportations nationales, est «en phase de diagnostic de l'assiette foncière», a-t-il ajouté.

Pour M. Kaouach, qui a pris ses fonctions en novembre 2022, la priorité est de mettre en place un nouveau mode de management aéroportuaire selon les normes internationales, tout en donnant un nouveau souffle à l'infrastructure pour qu'elle réponde aux exigences de développement du trafic aérien attendu.

7,8 milliards de DA de chiffre d'affaires

Questionné, d'autre part, sur les résultats enregistrés par l'entreprise dans le sillage de la forte reprise de l'activité en 2022, son P-dg a annoncé un chiffre d'affaires en progression de plus de 100% par rapport à celui enregistré en 2021 à 7,8 milliards de DA. «Ce chiffre d'affaires marque une augmentation de 109% par rapport à celui de 2021. Par contre, il est de l'ordre de 82% comparativement à celui de 2019», a-t-il détaillé. Quant aux investissements dans les infrastructures, ils ont connu des «niveaux appréciables», souligne encore le même responsable, qui fait état d'une enveloppe financière d'un (1) milliard de DA consacrée en 2022.



Ces opérations ont concerné, a-t-il dit, le renouvellement des équipements du terminal 1, et l'acquisition de nouveaux équipements dotés des dernières technologies.

L'aéroport international d'Alger a bénéficié en 2019 d'une nouvelle aérogare d'une superficie de 200.000 m², dotée de 120 banques d'enregistrement, 12 tapis bagages, 54 ascenseurs, 37 escaliers mécaniques, 9 tapis roulants et 21 passerelles. Cette aérogare dispose aussi de 42 postes de stationnement pour avions, 2 postes stations pour avion gros-porteurs A380, ainsi que des dizaines de locaux commerciaux et de services, outre un parking de 4.200 places avec un système de paiement par caisse automatique.

Préparatifs pour la période d'été

Actuellement, la société procède au lancement des appels d'offres pour l'attribution et la location des locaux commerciaux non-exploités au niveau des terminaux 1 et Ouest, parallèlement à l'accélération des travaux de réalisation des boutiques hors taxes (Duty free) sur le terminal Ouest, selon son P-dg, pour qui "il ne reste que l'autorisation de change de la Banque d'Algérie". Par ailleurs, et en prévision de la saison estivale, la SGSIA peaufine les préparatifs pour

la mise en place de nouveaux moyens à même d'assurer le confort des passagers, ainsi que la maintenance des équipements existants dans l'aéroport qui accueille une vingtaine de compagnies aériennes.

Selon M. Kaouach, il est prévu, durant cette période estivale, "un flux important de passagers", compte tenu, d'une part, des données statistiques des premiers mois de 2023 et, d'autre part, que cette période coïncidera avec la saison du Hadj et les Jeux sportifs arabes qu'abritera l'Algérie du 5 au 15 juillet prochain.

Dans ce même cadre, et pour une meilleure fluidité dans le traitement des passagers, la SGSIA s'attèle ces dernières semaines à préparer les accès aux terminaux, dont la récente mise en service de la dépose minute, et le transfert des compagnies aériennes internationales vers le terminal qui leur est dédié.

Pour cela, souligne le même responsable, la coordination entre les différents services et opérateurs qui interviennent au niveau de l'aéroport "est primordiale", ajoutant que des réunions périodiques de facilitation se tiennent entre la société gestionnaire, les services de sécurité et les Douanes notamment, en vue d'aplanir les obstacles et d'assurer la prise en charge de toutes leurs doléances.

"Ces importateurs-là ne font que polir leur marbre avant de le mettre sur le marché", a-t-il dénoncé, en considérant que "ces pratiques déloyales" pèsent lourdement sur "les vrais" industriels qui, eux, importent la roche pour la transformer en produit fini.

Un avis partagé par Mohamed Yacine, gérant de la Société marbre et Granit Cheurfa. "Je trouve que la mesure d'interdiction d'importation de plaques de marbre fini ou semi fini, est parfaitement favorable aux fabricants et transformateurs de marbre qui préfèrent l'investissement productif aux opérations commerciales qui n'apportent aucune valeur ajoutée à l'économie nationale", a-t-il jugé.

"Cette mesure est louable, d'autant qu'elle vise à protéger la production nationale tout en évitant d'engendrer des pénuries qui risquent de provoquer une flambée des prix sur le marché de la construction et de l'habitat", a-t-il encore souligné.

Pour sa part, Abdelkader Châbani, activant dans la commercialisation du marbre dans la wilaya d'El Oued, a salué les instructions du Président de la République pour développer la filière, estimant que les fabricants de marbre devraient relever le défi en présentant des

produits répondant aux normes de qualité à des prix concurrentiels, regrettant toutefois que certaines usines de transformation de marbre "travaillent toujours avec des machines obsolètes qui impactent la qualité de leurs produits".

Il a insisté sur la formation de la ressource humaine dans le domaine de la fabrication de plaques de marbres et d'autres produits dérivés de ce matériau noble, suggérant d'introduire cette spécialité dans les programmes de formation professionnelle, notamment au niveau des wilayas réputées pour l'exploitation de carrières de marbre et sa transformation, comme Skikda, Guelma et Tamanrasset.

Intervenant au terme d'un exposé sur la filière marbre, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé le 30 avril dernier, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait enjoint au Premier ministre "d'interdire l'importation du marbre prêt à l'emploi et d'autoriser uniquement l'importation du marbre brut jusqu'à fin juillet, sans pour autant que cette mesure n'engendre une pénurie".

R. E.

SELON LE PDG DE LA CNMA :

L'assurance agricole doit être obligatoire

Face au changement climatique et aux catastrophes naturelles, le secteur agricole devient de plus en plus vulnérable. Les compagnies d'assurances doivent soutenir les agriculteurs, en proposant des produits adaptés. Actuellement, le taux de couverture de l'assurance agricole ne dépasse pas les 25% en Algérie. Un niveau qui reste «très faible», selon le Pdg de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles.

Par Zahir R

Lors de son intervention sur les ondes de radio nationale «Chaîne III», Benhabiles a plaidé en faveur de la généralisation de l'assurance agricole pour rationaliser les dépenses et aider les agriculteurs à faire face aux nombreux aléas climatiques. À cet égard, il a suggéré de rendre cette assurance obligatoire afin d'impliquer davantage les acteurs dans la gestion des risques.

«Le problème réside dans le fait que c'est l'État qui intervient pour compenser les pertes des agriculteurs, alors que cet argent aurait pu être réorienté vers le soutien des primes d'assurance afin de créer un dispositif plus intéressant», souligne l'intervenant. En effet, tout soutien de l'État doit être conditionné par une souscription à un contrat d'assurance. Pour lui, il n'est pas normal que les pouvoirs publics soutiennent les agriculteurs, en leur accordant des aides financières importantes, sans être toutefois sécurisé !

Le moment est venu, donc, pour l'élaboration d'une nouvelle approche purement économique afin de trouver des solutions efficaces et durables pour ce secteur straté-



gique. Le Pdg de la CNMA a estimé que l'obligation de souscrire à un contrat d'assurance impliquera aussi les agriculteurs dans la gestion des risques et la généralisation de l'assurance agricole. Appelant à la mise en place d'un dispositif spécial pour les petits agriculteurs, représentant 70% des exploitations dans notre pays, l'intervenant a estimé nécessaire de changer de logique dans le domaine d'assurance, en appliquant davantage l'agriculteur et l'aide de l'État doit venir en soutien. Il a dans ce cadre plaidé pour la

création d'une véritable dynamique dans le domaine de l'assurance agricole. Et cela, ne peut y ce faire, indique-t-il, sans la création d'une agence de prévention de risques agricoles. Outre l'obligation de l'assurance, le PDG de la CNMA a suggéré d'investir énormément dans l'accompagnement en amont de l'agriculteur afin de l'inciter à prendre des mesures préventives avant une telle catastrophe. « Tous ce qui touche les calamités climatiques, il faut qu'il y a un accompagnement, en mettant des

moyens et incitations à cet effet », souligne-t-il, en appelant les autres assureurs à participer dans le développement de l'industrie d'assurance agricole.

Questionné sur les niveaux d'indemnisations, le même responsable a fait savoir qu'en 2022, la CNMA a consacré 7 milliards de DA pour l'indemnisation pour toutes les branches, en indique 13 000 exploitations agricoles ont sauvé durant cette période. Un montant qui reflète également la faible adhésion des agriculteurs. L'année passée, les incendies de forêts ont causé des dégâts importants estimés à 17 milliards de DA, prisent en charge par le Trésor public !

« Une partie infime de nos indemnisations ont été consacrées pour les sinistres de deux de forêts et même chose les aléas climatiques (grêle). Des wilayas de l'Est du pays ont été touchées par cette calamité, malheureusement peu d'agriculteurs ont souscrit à un contrat d'assurance », précise-t-il, affirmant que la CNMA encourage le développement d'une agriculture irriguée.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

L'industrie pétrolière peut réduire ses émissions de CO2 de 60% d'ici 2030

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, les solutions existent pour réduire drastiquement les émissions de CO2 dans le secteur des hydrocarbures d'ici 2030. Leur implémentation ne coûterait pas plus de 2 dollars par baril. Les compagnies qui les ont mises en œuvre polluent 4 fois moins que les celles qui n'ont encore rien fait pour assainir leur exploitation.

La Conférence sur le changement climatique COP28, qui se tiendra à Dubaï cette année, représente une occasion unique pour l'industrie pétrolière et gazière de démontrer son engagement envers la lutte contre le changement climatique. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), par le biais de son Directeur Exécutif, Fathi Birol, a proposé plusieurs solutions pour aider cette industrie à réduire ses émissions.

Tout d'abord, l'AIE recommande de s'attaquer aux émissions de méthane et de mettre fin à la pratique du torchage non-urgent. Cette pratique consiste à brûler le gaz produit, libérant d'importantes quantités d'émissions dans l'atmosphère. Des technologies et des mesures existent pour réduire ces émissions de trois quarts en peu de temps. De plus, la majeure partie des dépenses nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures peut être couverte par la vente du gaz capturé, rendant cette solution rentable.

Ensuite, l'électrification des opérations en amont est un autre levier clé identifié par l'AIE. Actuellement, les producteurs s'appuient souvent sur des générateurs diesel ou au gaz naturel fortement polluants pour ali-

menter leurs installations. Ils pourraient se connecter aux réseaux électriques ou utiliser des énergies renouvelables, comme le solaire photovoltaïque ou l'éolien couplé à des systèmes de stockage de secours, pour répondre à ce besoin dès aujourd'hui.

En outre, l'AIE encourage le développement de l'hydrogène à faibles émissions ainsi que la capture, l'utilisation et le stockage du carbone. L'industrie pétrolière et gazière est déjà à la pointe de ces technologies et devrait les utiliser davantage dans ses propres opérations. Cela contribuerait également à réduire les coûts et à offrir des avantages potentiels pour d'autres industries, comme l'acier, le ciment et les engrais.

L'AIE insiste également sur l'importance de la surveillance, de la déclaration et de la vérification des émissions. L'industrie doit s'efforcer de mesurer toutes ses émissions de manière robuste le plus rapidement possible pour renforcer la confiance du public.

L'agence rappelle que la réduction des émissions n'est pas une excuse pour ne pas s'attaquer aux émissions causées par l'utilisation des combustibles eux-mêmes dans les transports, le chauffage, la production d'électricité et d'autres activités. Au contraire, l'industrie doit travailler en collaboration avec les gouvernements et d'autres secteurs pour accélérer la transition vers l'énergie propre.

Ainsi, l'AIE offre un plan clair et réalisable pour que l'industrie pétrolière et gazière réduise ses émissions de 60% d'ici 2030. C'est une occasion pour l'industrie de montrer son

engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique lors de la COP28 aux Émirats Arabes Unis, et de démontrer qu'elle peut contribuer de manière positive à cette cause.

Dans cette perspective, l'AIE prévoit de publier un rapport spécial avant la COP28, qui aidera à tracer la voie pour les producteurs de pétrole et de gaz dans la transition vers la neutralité carbone. Ce rapport mettra en évidence les technologies existantes, les ressources financières disponibles et le savoir-faire nécessaire pour réaliser cette réduction significative des émissions.

Enfin, l'AIE souligne l'importance d'une responsabilité accrue de toute l'industrie pétrolière et gazière. Il est essentiel que l'ensemble de l'industrie élève son niveau de performance pour se rapprocher de celui des meilleurs standards actuels. La réduction des émissions augmenterait en moyenne de moins de 2 dollars le coût d'un baril de pétrole dans les installations mettant en œuvre ces mesures, ce qui est un petit prix à payer pour un avenir plus durable.

Il existe actuellement une énorme variation entre les différents producteurs de pétrole et de gaz en termes d'émissions de leurs opérations : les plus mauvais émettent quatre fois plus que les meilleurs. Si l'industrie pétrolière et gazière veut être prise au sérieux dans les discussions sur le climat, elle doit adopter ces solutions et assainir ses pratiques, conclut Fathi Birol.

CULTURE DU SAFRAN

L'expérience dans les zones montagneuses, un franc succès

Des experts dans le domaine agricole ont affirmé, lors du 2ème salon national du safran, qui a pris fin samedi à Oran, que les expériences menées sur la culture du safran ont été un succès dans les zones montagneuses du pays, où ces espaces sont adaptés à ce type de plantes aux avantages économiques.

Dans ce cadre, l'expert en économie rurale Abed Fatah a indiqué que "les expériences de la culture du safran en zones montagneuses du pays ont été un franc succès".

"Cette plante préfère se développer dans les zones situées entre 600 et 1.200 mètres au-dessus de la mer et que l'Algérie dispose des hauteurs moyennes, ce qui en fait "un pôle" dans ce type d'agriculture, qui a des perspectives économiques prometteuses qui profitent aux habitants de ces zones", a-t-il dit.

De plus, les conditions climatiques de ces zones montagneuses sont très adaptées à la culture du safran, car cette plante ne n'a pas besoin de grandes quantités d'eau et nécessite des méthodes traditionnelles et elle ne repose que sur le travail manuel dans les opérations de cueillette, de tri et de séchage, ce qui rend sa culture facile et peu coûteuse, a ajouté Abed Fatah, qui est également consultant à la Fédération algérienne des consommateurs. En outre, la culture du safran peut être très rentable pour les habitants des zones montagneuses, car elle n'est pas considérée comme une activité agricole de subsistance, selon le même expert, qui a souligné que "la réussite de la culture du safran dans ces zones nécessite un accompagnement et une structuration sous forme de coopérative, notamment en matière d'échange de main-d'œuvre et de commercialisation".

Pour sa part, l'ingénieur agronome Merzouki Yamania a signalé que "de petites expériences menées par des agriculteurs en zones montagneuses connaissent une hausse de la production, d'une année à une autre, à la faveur de la régénération de bulbes de safran, ce qui nécessite d'intensifier ce genre de plantes, qui constituent un revenu supplémentaire pour la femme rurale et les femmes aux foyers, car cette culture recourt à une main d'œuvre féminine dans le tri et le séchage". Les habitants des zones montagneuses peuvent valoriser le produit du safran, surtout à travers l'extraction d'huiles, la fabrication du savon, de miel et donner des saveurs aux confitures, entre autres.

L'agronome, qui est gérante d'un bureau privé d'études et de consultations agricoles à Bouira, a mis l'accent sur "la sensibilisation à la culture de consommation du safran qui possède des vertus nutritives, médicinales et aromatiques".

Par ailleurs, le deuxième salon national du safran a constitué l'occasion pour la caisse Nationale de mutualité agricole (CNMA) de sensibiliser les exposants à l'importance de l'assurance, tout en leur donnant des orientations liées au processus de croissance de la plante, en référence à l'attribution d'un contrat d'assurance pour cette filière pour préserver cette richesse, a expliqué le directeur régional du CRMA, Nabil Mohamed Bouazza, en évoquant deux expériences, la première à Sidi Chahmi et la seconde à Sidi BenYebka (Oran).

Cette manifestation, placée sous le patronage du Ministère de l'Agriculture et du développement rural et supervisée par la wilaya d'Oran, a été organisée par la Direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture d'Oran, avec la participation d'agriculteurs de 12 wilayas.

R I.

R E.

ALGER

La capitale sera renforcée par 6 nouveaux hôpitaux et une maternité

Le secteur de la santé au niveau de la wilaya d'Alger sera renforcé par six (6) nouveaux hôpitaux et une maternité, a annoncé, samedi, le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection à des projets en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya, M. Rabhi a réitéré l'importance de réaliser ces projets qui devraient contribuer à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, soulignant que la wilaya sera renforcée par 6 nouveaux hôpitaux et une maternité.

Outre l'hôpital des grands brûlés à Zeralda qui "sera mis en service prochainement", le wali d'Alger a affirmé que les autres hôpitaux, en cours de réalisation à Reghaïa, Baraki, Ain Benian et Sidi Abdallah, seront "livrés au cours de l'année prochaine". Concernant le projet de l'hôpital à la commune de Baba Hassen dont les travaux sont suspendus, le wali a rassuré qu'il sera "relancé" à travers "la conclusion d'un nouveau marché prochainement avec une autre société qui sera chargée de finaliser les travaux".

Le wali d'Alger a donné, à cette occasion, le coup d'envoi pour la réalisation du projet de dédoublement des CW n 142 (Ouled Fayet-Souidania), 133 (Souidania-Staoueli) et 233 (Ouled Fayet-Zeralda) en vue de désengorger le trafic routier au niveau de ces communes.

Il a été procédé aussi à la mise en service du tronçon de la rocade Sud reliant la cité Jolie Vue à Kouba et Sidi M'barek à Birhadem, en sus de l'inspection du projet du nouvel échangeur de la zone industrielle à Reghaïa, dont l'entrée en service est prévue début du mois de juillet prochain.

A la circonscription administrative de Zeralda, M. Rabhi a visité une pépinière pilote de production des fruits et légumes et des semences en recourant aux techniques modernes en vue de multiplier la production à des prix raisonnables.

Lors de l'inspection de plusieurs projets d'infrastructures sportives en cours de réalisation, le wali d'Alger a insisté sur l'impératif de réaliser ce genre de projets dans toutes les communes de la wilaya, annonçant, à ce propos, l'entrée en service de 18 nouvelles piscines et la réalisation de 17 autres prochainement.

EL OUED

L'amélioration de la qualité des dattes, un pari à gagner impérativement

L'amélioration de la qualité des dattes algériennes constitue un pari qu'il importe impérativement de gagner pour promouvoir la phœniciculture dans la wilaya d'El-Oued et, partant, consolider leur place sur le marché mondial, selon des acteurs locaux de la filière.

Des efforts sont ainsi déployés pour réunir les facteurs susceptibles de développer la phœniciculture, à la faveur des programmes relatifs au suivi technique et scientifique des dattes à l'effet de protéger la richesse phœnicicole et conforter la place du produit algérien sur le marché mondial.

Le président de la Chambre d'agriculture (CA) de la wilaya d'El-Oued, Djelloul Othmani, a indiqué à l'APS que ses services accordent tout l'intérêt à la filière des dattes, eu égard à sa forte contribution au développement de l'économie nationale, ajoutant: "ceci nous impose, en tant que professionnels agricoles, de gagner le pari d'améliorer la qualité des dattes et de confirmer le label +made in Algeria+". Selon M. Othmani, la Chambre agricole œuvre, à ce titre, à établir des programmes de vulgarisation continue en direction des phœniculteurs sur les mécanismes d'orientation et de sensibilisation pour une gestion optimale et moderne des palmeraies par souci de préserver le patrimoine phœnicicole et, par conséquent, améliorer la qualité des dattes. Ces programmes prévoient notamment l'organisation de rencontres et de journées d'étude pour mettre en exergue les méthodes scientifiques de mise en terre des palmiers-dattiers, définir les pathologies affectant le palmier et le suivi technique de la croissance de la datte, a expliqué le président de la Chambre agricole d'El-Oued, ajoutant que l'objectif principal est d'atteindre une production qualitative répondant aux normes requises pour se positionner à l'international.

Développer les opportunités d'exportations l'autre pari à gagner

En sus de l'amélioration de la qualité, des efforts sont consentis pour mettre le produit sur d'autres marchés, autres ceux traditionnels.

Le président de la Chambre de commerce et d'industrie "CCI-Souf", Nabil Guenoua, tient, à ce titre à souligner qu'outre l'Europe et l'Afrique, la datte de la région d'El-Oued se vend en Asie, voire même en Amérique. Il a rappelé qu'une quantité de 1.133 tonnes de dattes de la variété "Deglet-Nour" a été exportée durant les quatre premiers mois de l'année cours, soit une hausse de plus de 120% par rapport à toute l'année 2022 où 1.325 tonnes ont été exportées.

Ce résultat est le fruit de la stratégie visant à conquérir davantage de marchés (Europe, Afrique, Asie), a expliqué M. Guenoua, signalant que les opportunités d'exportation des dattes sont ouvertes à toute entreprise établie dans la région d'El-Oued et versée



dans le traitement, l'emballage et le conditionnement des dattes. La CCI s'emploie, en priorité, à aplanir toutes les contraintes entravant l'opération d'exportation de la datte. Et c'est ainsi qu'une cellule a été mise en place pour prendre en charge les préoccupations des opérateurs économiques désireux d'investir le créneau de l'exportation, selon son directeur. Parmi les entreprises qui se sont lancées dans l'export, figure "Souf-Goldenfruit", une société qui active dans la transformation et le conditionnement des dattes. Selon son directeur général, "bien qu'elle soit nouvellement créée, la SARL Souf-Goldenfruit s'emploie à conquérir les marchés africains, asiatiques, européens, voire américains, en raison de la qualité des dattes algériennes, signalant que les efforts se poursuivent pour atteindre la capacité productrice de l'entreprise estimée à 3.000 tonnes/an. Abondant dans le même sens, l'économiste et déclarant en Douanes à El-Oued, Fouad Makhzoumi, a affirmé que la datte algérienne est très demandée en Afrique eu égard à sa qualité avérée, soulignant que la médiatisation et la mise en valeur du produit national destiné à l'exportation sont de mises pour gagner d'autres marchés.

La filière de transformation des dérivés de dattes en plein essor

En outre, la filière de transformation des dérivés de dattes s'est davantage développée ces dernières années notamment avec la création de sept (7) entités économiques versées dans le traitement, la

transformation et l'emballage et conditionnement des diverses variétés de dattes, à leur tête "Deglet-Nour". L'activité de ces entreprises consiste à traiter des dattes appelées "Rafi" qui sont lavées, triées et évaporées avant d'être emballées et conditionnées en volume d'un (1) kg pour une date limite de consommation de moins de 14 mois. Dans ce cadre, l'opérateur Ali Mennai, propriétaire d'une start-up spécialisée dans la transformation des dérivés des palmiers, évoque des perspectives prometteuses pour l'industrie de transformation des dérivés de dattes, susceptible, selon lui, de contribuer au développement de l'économie nationale et d'autres opportunités d'exportation. Cet opérateur a plaidé néanmoins pour la mise au point d'un programme de sensibilisation sur l'importance d'investir davantage dans la transformation des dérivés des dattes et des palmiers. Pour rappel, une production de plus de 1,2 million de qx de dattes a été réalisée la saison dernière, issus de 1,5 million de palmiers occupant une superficie de 15.300 hectares concentrés dans les communes de Reguiba, Hassi-Khelifa, Debila, Robbah, Oued El-Alenda et Meyh-Ouensa. Sur 1,2 million qx de dattes produites durant la saison dernière, la variété "Deglet-Nour" représente plus de 60%, soit 728.000 quintaux (qx). La variété Deglet Nour dont la réputation n'est pas à démontrer car célèbre à l'international, est forte par son goût spécial, sa forme, sa couleur, son volume et sa valeur nutritionnelle. Quant aux variétés El Ghars et Degla Beida, elles sont exploitées ces dix dernières années dans l'Agro-alimentaire eu égard à leurs richesses et valeur nutritionnelles.

TÉBESSA

Insistance sur la valorisation et le développement de la production animale

Les participants à un séminaire national sur "la récupération et la valorisation de la ressource animale, un impératif de la sécurité alimentaire", ouvert samedi à Tébessa, ont affirmé la nécessité de développer la filière de la production animale pour contribuer à l'économie et à la sécurité alimentaire nationales. Le directeur de la production animale au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Mohamed Karim El Aoufi, a assuré à ce propos que les autorités supérieures du pays accordent un intérêt majeur à la production animale en tant que facteur essentiel du développement économique, soulignant que le ministère de tutelle

œuvre au développement de cette filière en apportant tout l'appui aux producteurs et à la consolidation du système de production animale.

Il a rappelé qu'une série de mesures a été prise pour valoriser les ressources animales et la production agricole en général dont le soutien consenti pour les fourrages, la gratuité de la vaccination et les diverses formules de crédits et d'assurance des animaux permettant de parvenir à des résultats satisfaisants sur le terrain.

Le président de l'association nationale des médecins vétérinaires algériens (ANMVA), Mohamed Lamine Nechar, a relevé, de son côté, que le développement de la ressource

animale s'inscrit dans le cadre des préoccupations de l'association et de la politique de l'Etat visant à atteindre la sécurité alimentaire et le développement durable.

L'organisation de cette rencontre qui a regroupé plus de 120 vétérinaires des différentes wilayas, intervient dans le sillage de la série de rencontres de proximité organisées depuis le début de l'année dans les wilayas de Sidi Bel Abbès, Alger, Tindouf et Adrar.

Ce séminaire de deux jours, a-t-il ajouté, est une opportunité pour débattre des causes de la régression de la ressource animale et émettre des propositions en vue de son développement de sorte à re-

couvrir la position de leader de l'Algérie dans le domaine de la production animale par l'association de tous les secteurs concernés, et à réaliser la sécurité alimentaire puis aller vers l'exportation.

Cette rencontre scientifique tenue à l'auditorium de l'université cheikh Larbi Tebessi à l'initiative de l'ANMVA, regroupe des médecins vétérinaires, des chercheurs et des directeurs des services agricoles des wilayas de l'Est.

Ces travaux se déroulent en plénière et en ateliers, et seront sanctionnés par l'adoption de recommandations à élever au ministère de tutelle.

DE LA GUERRE PERPÉTUELLE À LA GUERRE ÉTERNELLE

La politique étrangère américaine en 2023

« *Il est temps* », a annoncé le président Biden en avril 2021, « *de mettre fin à la guerre interminable* » qui a commencé avec l'invasion de l'Afghanistan peu après les tragiques attentats terroristes perpétrés contre ce pays le 11 septembre 2001. Et en effet, dès le mois d'août, dans le chaos et de façon désastreuse, le président a finalement évacué les dernières forces américaines de ce pays.

Partie 1

Un an et demi plus tard, il convient de réfléchir à la position des États-Unis quand on parle d'une part de cette guerre sans fin contre le terrorisme mais aussi concernant la guerre en général. Il se trouve que la guerre contre le terrorisme est loin d'être terminée, même si elle a été éclipsée par la guerre en Ukraine et les conflits qui couvent dans le monde entier et qui impliquent trop souvent les États-Unis. En fait, il semble que ce pays soit actuellement en train de très rapidement laisser derrière lui l'état de guerre sans fin pour entrer dans ce que l'on pourrait appeler l'ère de la guerre éternelle.

Évidemment, il est difficile de faire le compte ne serait-ce que des poudrières potentielles qui semblent prêtes à exploser partout dans le monde et qui sont susceptibles d'impliquer l'armée américaine d'une manière ou d'une autre. Néanmoins, en ce moment, il serait peut-être utile de passer en revue les régions les plus susceptibles de connaître des conflits dans le futur.

Russie et Chine

En Ukraine, à chaque semaine qui passe, il semble bien que les États-Unis ne fassent finalement qu'amplifier leur implication dans la guerre avec la Russie, déplaçant toujours plus la mince ligne qui sépare une guerre par procuration d'une confrontation directe entre les deux grandes puissances militaires de la planète. Bien que la stratégie visant à éviter cette dernière reste clairement en vigueur, les formes de soutien à l'Ukraine, autrefois taboues, sont devenues plus acceptables au fil du temps. Depuis le début du mois de mars, les États-Unis, l'un des plus de 50 pays offrant une forme de soutien à l'Ukraine, ont, à 33 reprises, alloué une aide à ce pays, pour un montant total de plus de 113 milliards de dollars sous forme d'aide humanitaire, militaire et financière. Dans le même temps, l'administration Biden a accepté de fournir des armes de plus en plus létales, notamment des véhicules de combat Bradley, des batteries de missiles Patriot et des chars Abrams, tandis que la pression pour obtenir des armes encore plus puissantes, telles que des systèmes de missiles tactiques de l'armée (ATACM) et des F-16, ne fait que s'accroître. Comme le souligne un récent rapport du Council on Foreign Relations, l'aide de Washington à l'Ukraine « dépasse de loin » celle de tout autre pays.

Au cours de ces dernières semaines, le théâtre des tensions avec la Russie s'est étendu au-delà de l'Ukraine, notamment dans l'Arctique, où certains experts voient un potentiel de conflit direct entre la Russie et les États-Unis, qualifiant cette région de « futur point chaud ». Par ailleurs, le président russe Vladimir Poutine a récemment évoqué la possibilité de stocker des armes nucléaires tactiques dans le pays voisin, le Belarus, ce qui relève peut-être plus de la provocation que d'un geste significa-

tif, mais qui n'en constitue pas moins un autre point de tension entre les deux pays.

Si l'on fait abstraction de l'Ukraine, la Chine pèse de tout son poids lorsqu'il s'agit de prédire une éventuelle guerre avec Washington. À plusieurs reprises, Joe Biden a déclaré publiquement que les États-Unis interviendraient si la Chine déclençait une invasion de l'île de Taïwan. Il est intéressant de noter que les initiatives visant à renforcer la présence militaire américaine dans la région Asie-Pacifique se sont intensifiées au cours des derniers mois. En février dernier, par exemple, Washington a dévoilé ses plans visant à renforcer sa présence militaire aux Philippines en occupant des bases dans la partie de ce pays la plus proche de Taïwan. De manière tout à fait inquiétante, le Mike Minihan, général quatre étoiles de l'armée de l'air, est allé jusqu'à laisser entendre que ce pays pourrait bientôt être en guerre avec la Chine. « J'espère me tromper. Mais mon instinct me [nous] dit que nous serons en guerre en 2025 », a-t-il écrit dans un mémo adressé aux officiers servant sous ses ordres, anticipant ainsi une éventuelle offensive de la Chine contre Taïwan. Il a également exposé une gamme de tactiques agressives et de manœuvres d'entraînement au maniement des armes en vue d'un tel jour. Les Marines ont équipé trois régiments en vue d'une éventuelle campagne insulaire dans le Pacifique, tout en simulant des batailles dans le sud de la Californie.

Corée du Nord, Iran et guerre contre le terrorisme

La Corée du Nord et l'Iran sont également perçus à Washington comme des menaces en gestation. Depuis des mois, la Corée du Nord et les États-Unis se livrent à une guerre des nerfs nucléaires en se livrant en parallèle à des démonstrations de force avec des missiles et en faisant des manœuvres sous-marines. La Corée du Nord a notamment lancé, à la mi-mars, un missile balistique intercontinental capable de transporter une ogive nucléaire et d'atteindre, du moins théoriquement, le continent américain. Selon les termes de son dirigeant, Kim Jong-un, ce missile était destiné à « frapper de terreur les ennemis » de son pays. Dans les derniers jours de mars, son armée a même lancé un drone sous-marin à capacité nucléaire, franchissant ainsi une étape supplémentaire dans la confrontation. Entre-temps, Washington a multiplié ses promesses en matière de sécurité vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon, montré ses muscles dans la région et placé la barre encore plus haut en procédant aux plus grands exercices militaires conjoints impliquant les forces armées sud-coréennes depuis des années.

Quant à l'Iran, le pays collabore de plus en plus avec une Russie en difficulté, qu'il s'agisse d'y envoyer des drones ou bien de recevoir des cyber armes depuis ce pays. Et depuis que Donald Trump a fait sortir les États-Unis du traité nucléaire PAGC avec

l'Iran en mai 2018, les tensions entre Washington et Téhéran n'ont fait que s'intensifier. Les observateurs internationaux sont arrivés à la conclusion que l'Iran pourrait effectivement être sur le point de pouvoir fabriquer de l'uranium enrichi à des fins nucléaires. Dans le même temps, Israël a multiplié ses menaces de frapper l'Iran et d'entraîner les États-Unis dans cette crise.

Par ailleurs, des conflits plus mineurs éclatent un peu partout dans le monde, et apparemment nombre d'entre eux pourraient inciter Washington à s'y engager plus activement. Ainsi, lors de sa récente rencontre avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau, le président Biden a évoqué la possibilité de déployer une force multinationale dirigée par le Canada en Haïti afin d'aider à mettre un terme à la violence dévastatrice des gangs qui ravage ce pays. « Nous pensons que la situation sur le terrain ne pourra pas s'améliorer à moins d'une intervention armée de nos partenaires internationaux », a déclaré un responsable du Conseil national de sécurité à l'émission Morning Edition de la NPR avant le sommet. Trudeau a toutefois renoncé à tenir ce rôle. Ce que fera maintenant Washington, qui craint une vague de nouveaux immigrants, demeure incertain. N'oublions pas non plus que la guerre interminable contre le terrorisme se poursuit, même si c'est sous une forme quelque peu différente et plus atténuée. Par exemple, bien que les États-Unis aient quitté l'Afghanistan, ils conservent le droit d'y mener des frappes aériennes « over-the-horizon » [frappes aériennes provenant de l'extérieur du pays ciblé, NdT]. Et à ce jour, ils continuent de lancer des frappes ciblées contre le groupe terroriste al-Shabaab en Somalie, même si leur nombre est bien inférieur à celui qui prévalait pendant la présidence de Trump, les frappes de drones ayant alors atteint le chiffre record de plus de 200. Jusqu'à présent, l'administration Biden a lancé 29 frappes de ce type au cours des deux dernières années.

Les attaques américaines par drones se poursuivent également en Syrie. Récemment encore, en représailles à une attaque par drone contre les troupes américaines, qui a tué un entrepreneur américain et en a blessé un autre, ainsi que cinq soldats, l'administration Biden a mené des frappes contre des milices soutenues par l'Iran. Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, le président Biden n'a toujours pas exclu d'autres actions de représailles sur le sol de ce pays. Comme il l'a déclaré à Margaret Brennan lors de l'émission Face the Nation à la fin du mois de mars, en faisant référence à l'EI en Syrie : « Nous comptons moins de 1 000 soldats [sur place] qui combattent ce réseau qui, bien que fortement réduit, est toujours en activité et reste critique. Nous allons donc poursuivre cette tâche. »

A suivre

LIBYE

Nouvelle découverte pétrolière dans le bassin de Ghadamès

Les autorités libyennes ont annoncé leur ambition de relever le plateau de la production pétrolière pour atteindre les niveaux d'avant-guerre. Depuis quelques mois, elles y travaillent activement. En Libye, un nouveau gisement d'or noir a été découvert dans le bloc 4/82, situé dans le bassin de Ghadamès, une zone riche en hydrocarbures, commune à la Libye, à l'Algérie et à la Tunisie. L'information a été rendue publique, jeudi 11 mai, par la compagnie publique du pétrole (NOC).

Ce succès opérationnel résulte des travaux de forage menés sur le puits d'exploration F1-82/4, en partenariat avec la branche libyenne de la société pétrolière russe Tatneft. Des activités réalisées jusqu'à une profondeur totale de 8500 pieds et qui ont permis l'interception de volumes substantiels d'hydrocarbures à partir des réservoirs de grès du Dévonien et de l'Ordovicien. Selon les premiers essais de production réalisés, le puits a livré un débit de production constant de 1 870 b/j de pétrole brut. Aucune information n'a filtré quant aux dispositions de mise en production ni sur les volumes hébergés par le site. Ce dernier consacre néanmoins la troisième découverte pétrolière réalisée en quelques mois dans le prolifique bassin de Ghadamès. Notons que conformément à l'accord de partage, d'exploration et de production (EPSA IV) signé en 2005 avec la NOC, Tatneft détient une participation de 10,5 % dans le bloc 4/82, en plus du statut d'opérateur. Les 89,5 % d'intérêts restants sont détenus par la NOC.

POUR ACCUEILLIR À BIZERTE UN NOUVEAU CÂBLE SOUS-MARIN

Orange Tunisie conclut un accord avec Medusa Submarine Cable System

Orange Tunisie et Medusa Submarine Cable System, opérateur neutre et indépendant d'infrastructures sous-marines en Méditerranée, ont signé jeudi 11 mai un accord pour déployer un câble sous-marin reliant la Tunisie (Bizerte) à l'Europe, à travers la France (Marseille).

Ce câble sera construit dans le respect des normes et règles les plus récentes à l'échelle internationale et bénéficiera à l'ensemble des acteurs socio-économiques de la Tunisie. Conçu selon les dernières technologies de fibre optique sous-marine, il offrira par ailleurs une nouvelle solution de connectivité très haut débit et permettra également d'améliorer la sécurisation de la connectivité à internet existante. Medusa sera le premier et le plus long câble sous-marin à relier tous les pays de la Méditerranée. Concrètement, le système reliera les deux rives de la Méditerranée et partira de Lisbonne pour terminer son parcours dans la ville égyptienne de Port-Saïd, en passant par différents pays méditerranéens. Il disposera de 16 points d'atterrissage dans différents pays dont le Portugal, le Maroc, l'Espagne, l'Algérie, la France, la Tunisie, l'Italie, la Grèce, Chypre et l'Égypte. Longue de plus de 8000 km, cette nouvelle

infrastructure apportera ainsi de la diversité et une route supplémentaire de plusieurs paires de fibres d'une capacité de 20 téraabits chacune, afin de répondre aux besoins croissants de connectivité de la Tunisie. La mise en service est prévue pour la fin 2025. « Nous sommes particulièrement heureux que Bizerte accueille ce nouveau câble sous-marin, un projet stratégique et ambitieux pour Orange Tunisie, mené avec notre partenaire Medusa. Il permettra à terme une meilleure accessibilité au monde de l'internet, pour un digital plus inclusif et tourné vers les besoins fondamentaux de la population et de l'économie tunisiennes », souligne Thierry Millet, Directeur Général d'Orange Tunisie. « Nous sommes très fiers de conclure cet accord avec Orange Tunisie qui permet de relier le câble sous-marin Medusa à Bizerte et de transformer la région la plus septentrionale du continent africain en une nouvelle porte d'entrée vers l'Afrique. Dès le début de ce beau projet, nous nous sommes engagés à ce que Bizerte

en constitue un atterrissage majeur, convaincus qu'Orange Tunisie va développer cette nouvelle infrastructure et promouvoir sa situation stratégique pour l'interconnexion de la Tunisie et, au-delà, du continent. Cette nouvelle étape prouve notre engagement chez Medusa à conduire et à encourager à long terme le développement d'infrastructures essentielles dans cette région du continent », explique Norman Albi, Directeur Général de Medusa. Pour rappel, Orange Tunisie avait déjà mis en place en 2014 le câble Didon, reliant la Tunisie à l'Europe, en partenariat avec l'opérateur Ooredoo Tunisie. Avec ce nouvel investissement dans un second câble sous-marin, Orange Tunisie continue donc à améliorer constamment la qualité de service de son réseau et à soutenir ainsi la transformation digitale du pays, tout en renforçant l'attractivité de la Tunisie en tant que hub numérique du continent.

MAROC

L'opérateur de cliniques Oncorad ouvre son capital à deux fonds d'investissement et envisage d'entrer en Bourse

Alors que le Maroc généralise le déploiement de son système national d'assurance-maladie, le groupe spécialisé dans le traitement du cancer prévoit d'investir 300 millions de dollars dans la construction de nouvelles cliniques, notamment dans les villes mal desservies. L'opérateur marocain de cliniques privées Oncorad a annoncé, jeudi 11 mai, l'entrée de deux fonds d'investissement dans son tour de table à hauteur de 458 millions de dirhams

(45,5 millions de dollars), tout en indiquant qu'il envisage de s'introduire sur la Bourse de Casablanca, d'ici trois ans, pour financer son plan d'expansion. Le groupe spécialisé dans le traitement du cancer a signé un accord avec le fonds à impact français STOA et le leader marocain du private equity CDG Invest Growth sur un investissement cumulé de 458 millions de dirhams. Ces fonds serviront essentiellement à construire de nouvelles cliniques, notamment dans les villes mal desservies

comme Safi, El Jadida et Bouskoura. Dans une déclaration accordée à Reuters, en marge de la cérémonie de signature de l'accord, le PDG d'Oncorad, Redouane Semlali, a également révélé que le groupe envisage de rejoindre le marché boursier, d'ici trois ans. « Cette augmentation de capital ouvre la voie à une introduction en bourse dans les trois prochaines années », a-t-il déclaré. Semlali a d'autre part précisé que le groupe Oncorad prévoit

d'investir 3 milliards de dirhams (300 millions de dollars) dans la construction de nouvelles cliniques, d'ici 2026. « Le secteur privé contribuera à alléger la charge qui pèse sur les hôpitaux publics, car la demande de soins de santé devrait augmenter avec la généralisation de l'assurance-maladie », a-t-il déclaré, indiquant que près de 80 % des cliniques privées marocaines sont actuellement concentrées dans les villes de Rabat et de Casablanca.

L'OCDE classe la Mauritanie comme un pays « fragile »

La Mauritanie est devenue un État « fragile », selon les conclusions d'une étude récente incluse dans le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'année 2022. L'étude s'appuie sur la définition de la stratégie américaine de la « fragilité ». C'est une situation dans laquelle un pays est exposé

à un conflit armé, à une violence généralisée ou à une autre instabilité, y compris l'incapacité à gérer les menaces transnationales, ou à d'autres chocs importants. Cette stratégie définit en outre la « fragilité » comme le résultat d'une gouvernance inefficace ou irresponsable, en plus d'une faible cohésion sociale, de la cor-

ruption des institutions ou des dirigeants et du manque de respect des droits de l'homme. Et selon la stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour faire face aux situations de fragilité à l'horizon 2025, les conflits et la violence sont devenus la nouvelle menace des efforts de développement. D'ici 2030, au moins la moitié des pauvres du monde vivront dans des environnements fragiles, touchés par des conflits. L'impact de la fragilité, des conflits et de la violence est grave sur les personnes et les communautés les plus vulnérables, dont les moyens de subsistance et les opportunités économiques sont menacés. La situation de fragilité s'est fortement détériorée dans le monde, car des conflits violents ont éclaté au cours des trente dernières années, provoquant la plus grande crise de déplacement forcé depuis la Seconde Guerre mondiale. Les niveaux de violence interpersonnelle et de gangs ont aug-

menté et les conflits sont la cause de 80 % de tous les besoins humanitaires. Selon le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sur la fragilité pour l'année 2022, la Mauritanie est devenue le neuvième pays arabe pouvant être qualifié de « fragile ». A cette fragilité - selon le rapport - s'ajoutent : le Yémen, la Syrie, le Soudan, l'Irak, la Libye, Djibouti, la Somalie, les territoires palestiniens occupés, et 15 pays d'Afrique (Tchad, Cameroun, Niger, Mali, Ouganda, Mozambique, Guinée, Nigeria, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Sierra Leone, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire et Gambie), et 6 pays d'Asie (Afghanistan, Tadjikistan, Turkménistan, Pakistan, Iran et Bangladesh), soit un total de 30 pays. Ce qui signifie que la moitié des pays qui souffrent de fragilité - selon l'Organisation de coopération et de développement économiques - sont des pays arabes et islamiques.

MAURITANIE

Tasiast a livré plus de 131 000 onces d'or au premier trimestre 2023

En Mauritanie, la production de l'or est dominée par la mine Tasiast, détenue à 100 % par le Canadien Kinross Gold. En 2022, la mine a livré 538 591 onces, soit plus du triple de sa production l'année précédente. L'ensemble des opérations minières du canadien Kinross Gold a livré 466 022 onces d'équivalent or au premier trimestre 2023, en baisse de 23 % en glissement annuel. La mine d'or Tasiast en Mauritanie a participé à cette production avec 131 045 onces, nous apprend le rapport de production publié mardi 9 mai par la compagnie minière. Tasiast est le seul actif que possède Kinross en Afrique,

depuis que la compagnie s'est séparée de sa mine ghanéenne Chirano l'année dernière. La production y a légèrement baissé ce trimestre par rapport à 2022 (133 695 onces) en raison d'un arrêt planifié au mois de février, dans le cadre des travaux du projet d'agrandissement de la mine, Tasiast 24k. Ce dernier avance suivant le calendrier, indique la société, et devrait permettre à Kinross d'atteindre une capacité de traitement journalière de 24 000 tonnes d'ici mi-2023. Pour rappel, Kinross Gold a produit 1,96 million d'onces d'équivalent or en 2022. Pour 2023, le canadien est plus ambitieux et prévoit produire 2,1 millions d'onces.

MALI/CÉRÉALES

La production pourrait grimper de 6 % à près de 11 millions de tonnes en 2023/2024

Le secteur agricole malien est l'un des plus importants en Afrique de l'Ouest. En dépit de nombreux défis allant de la situation sécuritaire à l'instabilité politique en passant par les affres du climat, l'appareil productif reste résilient.

Au Mali, la récolte de céréales est attendue à 10,9 millions de tonnes au terme de la campagne 2023/2024, a indiqué le 10 mai dernier, le ministère de l'Agriculture. Ce volume attendu serait en hausse de 6 % comparativement au stock de l'année précédente. Selon les autorités, ces pers-

pectives positives s'expliquent par une expansion des superficies plantées, une météorologie qui devrait être plus clémente ainsi qu'un mécanisme de distribution effectif des engrais aux producteurs. Dans les détails, la production de maïs est annoncée à 4,1 millions de tonnes alors que celle du riz est escomptée à 3 millions de tonnes. Pendant ce

temps, les volumes de sorgho et de mil devraient atteindre respectivement 1,7 million de tonnes et 1,9 million de tonnes. Globalement, si ces prévisions se confirmaient, le pays pourrait disposer d'un surplus confortable à l'export vers les autres pays de la sous-région comme le Burkina Faso et le Sénégal. En effet, le Mali est

l'un des principaux acteurs du commerce céréalier transfrontalier en Afrique de l'Ouest et exporte entre 10 et 15 % de sa récolte selon les données du gouvernement. Le pays qui consomme environ 5,4 millions de tonnes de grains est le second producteur de graminées en Afrique de l'Ouest derrière le Nigéria.

BANK OF AMERICA

Echange dette-nature de 500 millions \$ au profit du Gabon

La technique d'allègement de la dette, dont ont déjà bénéficié la Bolivie, les Seychelles, Belize et l'Équateur, consiste à échanger une partie de la dette extérieure d'un pays contre des investissements locaux dans des mesures de protection de l'environnement. Bank of America (BoFA) arrangera un échange dette-nature d'une valeur de 500 millions de dollars au profit du Gabon, a rapporté Bloomberg, jeudi 11 mai, citant des sources proches du dossier.

L'opération, qui devrait avoir lieu en juillet prochain, permettra à ce pays d'Afrique centrale, situé sur la côte atlantique, d'obtenir la réduction de sa dette extérieure d'environ 500 millions de dollars, en s'engageant en contrepartie à protéger un milieu marin abritant d'innombrables espèces marines menacées, avec l'appui de l'organisation à but

non lucratif américaine The Nature Conservancy.

Un échange dette-nature est l'une des techniques d'allègement de la dette des pays en développement aux côtés de l'allongement des délais de paiement, de la diminution des taux d'intérêt, de l'octroi de nouveaux crédits à des taux bas et de l'annulation de créances. Cette technique, dont la paternité revient à Thomas Lovejoy, un biologiste de conservation de renommée qui a dirigé la section américaine du Fonds mondial pour la nature (WWF), consiste à échanger une partie de la dette extérieure contre des investissements locaux dans des mesures de protection de l'environnement. Dans leur forme la plus simple, les échanges dette-nature remplacent des obligations ou des prêts coûteux par un financement moins cher, généralement avec l'aide d'une garantie de crédit

d'une banque multilatérale de développement.

La Bolivie a été le premier Etat à bénéficier d'un tel échange en 1987, avec l'appui de l'ONG Conservation International. Les échanges dette-nature ont également permis à Belize, aux Seychelles et plus récemment à l'Équateur de bénéficier de réductions de leurs dettes extérieures et d'investir des centaines de millions de dollars dans la protection des écosystèmes naturels menacés.

Le Gabon a créé ces dernières années le plus grand réseau de réserves marines protégées d'Afrique abritant d'innombrables espèces marines menacées, parmi lesquelles les populations reproductrices les plus importantes de tortues luths et de tortues olivâtres, ainsi que 20 espèces de dauphins et de baleines.

SUR UN PROGRAMME D'AIDE DE 1,8 MILLIARD \$

Le FMI annonce un accord préliminaire avec le Sénégal

Le programme d'aide devrait notamment servir à soutenir des réformes portant sur la réduction de la dette, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et l'adaptation du pays au changement climatique. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 11 mai, être parvenu à un accord avec les autorités sénégalaises sur un programme d'aide de plus de 1,8 milliard de dollars pour soutenir les réformes destinées à renforcer la résilience économique du pays. D'une durée de 36 mois, ce programme d'aide se situe dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC), avec un accès à 1,526 milliard de dollars. Il est également combiné à un financement supplémentaire de 327,1 millions de dollars au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé par l'institution financière multilatérale en 2022 pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire confrontés à des risques macroéconomiques tels que le changement climatique et les pandémies.

Le FMI a également précisé que le financement au titre du MEDC et de la FEC soutiendra des réformes portant sur « la réduction des vulnérabilités de la dette, à travers une diminu-



tion du déficit budgétaire, le renforcement de la gouvernance financière et du dispositif anti-blanchiment des capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme, et la mise en œuvre de réformes pour une croissance plus inclusive et plus riche en emplois », à travers le renforcement des filets de sécurité sociale, la promotion de l'égalité des sexes et l'amélioration de l'environnement des entreprises.

BOTSWANA

Les revenus de Lucara ont baissé de 37% à la mine de diamants Karowe

Karowe est l'une des rares mines industrielles du Botswana qui ne fait pas partie du partenariat historique entre le gouvernement et De Beers. En 2022, l'actif détenu par Lucara a livré 335 769 carats et généré 203,8 millions USD de revenus.

Au Botswana, la production à la mine de diamants Karowe a augmenté de 7% en glissement annuel pour atteindre 89 640 carats au 1er trimestre 2023. C'est l'annonce faite le 11 mai par son propriétaire canadien, Lucara Diamond, qui ajoute néanmoins avoir enregistré une diminution de 37% des revenus à 42,8 millions USD, ce malgré une légère hausse des quantités vendues.

La compagnie a en effet cédé 83 374 carats à l'issue des trois premiers mois de l'année, contre 80 295 carats sur la même période en 2022. Outre la baisse des prix sur le marché mondial par rapport aux niveaux atteints début 2022, la qualité des diamants récupérés a baissé. Au premier trimestre 2023, Lucara a en effet obtenu 98 diamants « Specials », ceux pesant plus de 10,8 carats, contre 186 au premier trimestre 2022.

Il s'agit néanmoins d'une situation attendue, car liée à son plan minier, et qui devrait évoluer positivement au cours du reste de l'année avec l'exploitation d'une zone plus riche en diamants « Specials ». Lucara Diamond maintient donc ses prévisions annuelles et compte produire entre 395 et 425 000 carats cette année, pour un chiffre d'affaires situé entre 200 et 230 millions USD.

TANZANIE

Les USA promettent 12 millions \$ pour soutenir l'agro-industrie

Les États-Unis ont promis 12 millions USD à la Tanzanie comme appui à l'agro-industrie locale, dans le cadre du lancement des programmes « Feed the Future (FtF) - Private Sector Strengthening Activity (PSSA) ». L'info émane d'un communiqué de l'ambassade américaine en Tanzanie publié le 12 mai.

Le PSSA accordera des subventions sur une base ouverte et concurrentielle aux associations, organisations et entreprises principales du secteur privé, et accroîtra les opportunités économiques pour les jeunes.

« Le PSSA ne peut atteindre ses objectifs qu'en collaboration avec le gouvernement tanzanien et les partenaires du secteur privé dans tout le pays », a déclaré Mme Kate Somvongsiri, directrice de mission de l'USAID/Tanzanie.

ÉGYPTE

Le conflit au Soudan pourrait menacer l'approvisionnement en viande bovine

L'Égypte dépend à hauteur de 40 % des importations pour son approvisionnement en viande bovine. Sur le continent africain, le Soudan représente son premier et plus proche fournisseur de la denrée.

En Égypte, l'exécutif anticipe une pénurie de l'offre de viande bovine sur son marché intérieur notamment en raison du conflit au Soudan qui a débuté depuis le 15 avril dernier. C'est ce que rapporte le Département américain de l'agriculture (USDA),

dans un rapport publié le 10 mai. Alors que la crise au Soudan paralyse le flux de commerce avec ses partenaires commerciaux, l'organisme estime que cette situation devrait perturber l'approvisionnement du marché égyptien de la viande bovine.

En effet, le 3ème pays le plus vaste du continent est le principal fournisseur de l'Égypte en viande bovine fraîche et l'un des plus gros exportateurs de bétail vers cette destination avec des expéditions de

10 000 tonnes de viande et 110 000 têtes d'animaux en 2022.

Déjà dans le pays des pharaons, l'USDA indique que le kilogramme de viande de bœuf se négocie actuellement entre 350 et 400 livres (12 à 13 \$), soit deux fois plus que le tarif sur le marché un an plus tôt. Plus globalement, une hausse supplémentaire des prix de la denrée serait un nouveau coup dur pour les consommateurs. S'il est vrai que l'inflation globale a ralenti en avril dernier à 31,5 % (une première de-

puis 10 mois), les prix des denrées alimentaires comme le pain et le blé ont tout de même grimpé de 7 % d'un mois sur l'autre. En réponse à cette situation, il faut noter que le gouvernement égyptien cherche à diversifier son approvisionnement en explorant notamment des possibilités d'importations en provenance de la Somalie et du Tchad.

Pour rappel, le pays des pharaons consomme annuellement plus de 600 000 tonnes de viande de bœuf.

POUR DIVERSIFIER LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le G7 promet un mécanisme d'ici fin 2023

Les pays du G7 ont décidé de mettre en place un nouveau mécanisme afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales. Objectif, réduire la dépendance envers la Chine dans ce domaine stratégique.

Les pays du G7 ont annoncé ce samedi 13 mai de mettre en place d'ici fin 2023 « au plus tard » un nouveau mécanisme pour diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales, à l'issue de leur réunion à Niigata (centre du Japon).

« La diversification des chaînes d'approvisionnement peut contribuer à préserver la sécurité énergétique et nous aider à maintenir la stabilité macroéconomique », ont justifié les ministres.

« La pandémie nous a montré les inconvénients d'une trop grande concentration des chaînes d'approvisionnement en un seul endroit », a complété le ministre japonais des Finances Shunichi Suzuki lors d'une conférence de presse.

Des échanges de savoir-faire

Dans le détail, ce système comblera des aides financières, des échanges de savoir-faire et des partenariats pour les pays à faibles ou moyens revenus. Objectif, les aider à jouer des rôles à plus haute valeur ajoutée dans ce processus clé pour l'industrie mondiale, selon un communiqué des ministres des Finances du G7.

Concrètement, le mécanisme devrait par exemple aider des pays à ne plus seulement assurer l'extraction de matières premières pour l'industrie, mais aussi à les rendre capables de les transformer sur place. Cette stratégie permettrait de se passer partiellement de la Chine pour assurer de tels services.

Cette approche épouse surtout un concept partagé au sein du G7, visant à réduire les risques dans les chaînes d'approvisionnement, mais sans pour autant entraîner « un découplage » avec la Chine. Les ministres des Finances du G7 n'ont d'ailleurs pas présenté RISE comme un instrument anti-chinois, et la Chine n'a été nommée nulle part dans leur communiqué.

Baptisé RISE (Resilient and Inclusive Supply-chain Enhancement, ou « renforcement d'une chaîne d'approvisionnement résiliente et inclusive » en français), ce mécanisme

dont les grands axes avaient déjà été dévoilés en avril se fera en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres organisations internationales compétentes. L'enveloppe financière dédiée à ce nouvel instrument n'a pas encore été déterminée, a précisé le ministre adjoint japonais des Finances, Masato Kanda, auprès de journalistes.

Le soutien à l'Ukraine réaffirmé

La réunion de Niigata, à laquelle ont également participé les banquiers centraux du G7 et les responsables de grandes organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, a aussi abordé de nombreux autres dossiers, des inquiétudes sur le secteur bancaire à la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. L'impasse actuelle des négociations à Washington sur le relèvement du plafond de la dette publique américaine, qui fait craindre un défaut de paiement inédit des Etats-Unis dès cet été, a aussi plané sur la réunion de Niigata, sans en être un sujet officiellement débattu.

Cette réunion de trois jours a surtout été un forum d'échanges informels, avec des airs de répétition générale avant le sommet des dirigeants du G7 organisé à Hiroshima (ouest du Japon) en fin de semaine prochaine.

Les pays du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) ont aussi réaffirmé samedi leur soutien « indéfectible » à l'Ukraine et leur condamnation de la « guerre d'agression illégale et injustifiable » menée par Moscou. Leur soutien budgétaire et économique pour l'Ukraine a été porté à 44 milliards de dollars (40 milliards d'euros) pour 2023 et début 2024, ont-ils annoncé samedi, contre 39 milliards de dollars (35,5 milliards d'euros) lors d'un précédent pointage en février.

Berlin annonce un nouveau plan d'aide militaire

Ils ont aussi rappelé leur détermination à « contrer toute tentative » de contournement des sanctions économiques et financières du

G7 contre la Russie, mais sans annoncer de nouvelles mesures précises ou désigner des pays en particulier. Ces déclarations sont intervenues alors que l'Allemagne a annoncé un soutien supplémentaire à destination de l'Ukraine. Le gouvernement allemand a annoncé ce samedi 13 mai préparer un nouveau plan d'aide militaire à l'Ukraine de 2,7 milliards d'euros.

« Nous souhaitons tous la fin rapide de cette guerre atroce de la Russie contre le peuple ukrainien, mais malheureusement elle n'est pas en vue. C'est pourquoi l'Allemagne apportera toute l'aide qu'elle pourra, aussi longtemps que nécessaire », a indiqué dans un communiqué le ministre de la Défense Boris Pistorius.

Les livraisons en préparation incluent notamment 30 chars Leopard-1 A5 supplémentaires, 20 nouveaux véhicules blindés de type Marder et plus d'une centaine d'autres véhicules blindés de plus petite taille, 200 drones de surveillance, 4 nouveaux systèmes de défense anti-aériens Iris-T et leurs plateformes de lancement, de nombreux missiles pour la défense anti-aérienne, 18 canons de type Howitzer et des munitions.

Il s'agit, selon l'hebdomadaire Der Spiegel, du paquet de livraisons d'armes le plus important de Berlin à destination de l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe.

De son côté, le président ukrainien Volodymyr Zelensky rencontre la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni, ce samedi à Rome, pour sa première visite en Italie depuis l'invasion russe. Selon des fuites dans les médias allemands, il pourrait ensuite se rendre en Allemagne, pour rencontrer dimanche les dirigeants du pays, et y recevoir le Prix européen Charlemagne.

Cette aide « montre directement que (...) la Russie est condamnée à perdre », s'est félicité sur Twitter le conseiller à la présidence ukrainienne Mykhailo Podoliak, en se réjouissant du soutien « démonstratif » des alliés occidentaux à Kiev après près de 15 mois de guerre.

DJEDDAH

Accords entre la Société internationale islamique de financement du commerce et des États africains

La Société islamique internationale de financement du commerce (SIFC) a signé des protocoles d'accord avec des pays africains, mercredi.

La signature a eu lieu en marge du Forum annuel du groupe de la Banque islamique de développement (BID) en Arabie Saoudite.

Le groupe a signé un accord-cadre de 500 millions de dollars avec le Mali et un autre de 600 millions de dollars avec Djibouti.

Il a également signé un accord de financement murabaha - une option de prêt sans intérêt - avec la Compagnie nationale de pétrole de Gambie et la Compagnie nationale d'eau et d'électricité de Gambie. Le montant total de ces deux accords s'élève à 55 millions de dollars.

Le Forum annuel de quatre jours, qui débute mercredi dans la ville portuaire saoudienne de Djeddah, permettra de discuter de questions liées à la finance mondiale et d'accueillir la signature d'accords internationaux.

OCDE

Le taux de chômage reste à son plus bas niveau historique au mois de mars

Le taux de chômage dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est resté stable à son plus bas niveau historique, et ce, pour le troisième mois consécutif, avec 4,8 % au mois de mars, a annoncé vendredi l'organisation internationale.

Le nombre de chômeurs a légèrement diminué par rapport au mois de février, atteignant les 33,1 millions de sans-emploi en mars, selon l'organisation dont le siège est basé à Paris.

Le chiffre est demeuré quasiment inchangé par rapport à son niveau record dans seulement huit pays, parmi lesquels on compte le Canada, la France, l'Allemagne et les États-Unis.

Les taux de chômage des femmes et des hommes de l'OCDE sont restés globalement inchangés à 5 % et à 4,6 %, respectivement.

Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a ralenti à 10,5 % en mars, son seuil le plus bas depuis 2005.

Les plus fortes baisses du taux de chômage des jeunes travailleurs ont été observées en Autriche, au Danemark, en Grèce, en Lettonie et en Suède.

En mars, le taux de chômage dans la zone euro était également à un niveau historiquement bas à 6,5 %.

BRÉSIL

Enquête sur Google et Telegram pour leur opposition à un projet de loi

Un juge de la Cour suprême du Brésil a ordonné vendredi l'ouverture d'une enquête contre Google et Telegram, accusés de « campagne abusive » contre un projet de loi anti-désinformation. Le juge Alexandre Moraes a ordonné à la police fédérale de convoquer dans les 60 jours les responsables au Brésil des deux entreprises, qui s'opposent au gouvernement dans ce dossier.

Inspiré du Règlement européen sur les services numériques (DSA), le projet de loi présenté en 2020 pour combattre la désinformation en ligne attend d'être voté par les députés brésiliens.

Le texte prévoit notamment d'obliger les plateformes à faire preuve de plus de transparence, à réguler les contenus violents ou qui portent atteinte à la démocratie et aux élections, qui menacent les enfants, les adolescents ou la santé publique.

Il a pris une autre dimension depuis le saccage des lieux de pouvoir le 8 janvier par des partisans de l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui affirmaient que la dernière élection présidentielle, remportée par Lula, leur avait été volée.

L'ancien président fait partie des détracteurs de ce projet, qu'il consi-

dère être « le début de la fin de notre liberté ».

Google et Telegram sont également contre, au motif que cette législation leur ferait risquer des amendes allant jusqu'à 10% de leur chiffre d'affaires, où la suspension temporaire de leurs services.

Le premier a ainsi mis en garde contre une « modération excessive » des contenus, tandis que le second a affirmé dans un message à ses millions d'utilisateurs brésiliens que la démocratie était « attaquée ».

Le juge Moraes a exigé mercredi que Telegram retire ce message sous peine de suspension, accusant l'entreprise de « désinformation flagrante et illicite ».

L'application de messagerie cryptée a déjà été suspendue trois jours au Brésil, dans le cadre d'une enquête sur des violences à l'école.

Le ministre de la Justice, Flavio Dino, a lui-même accusé Google de « manipuler » les résultats affichés par son moteur de recherche, en mettant en avant des contenus opposés au projet de loi. Le géant de la tech a nié.

Quant au Bureau de protection des consommateurs, il a ordonné à l'entreprise américaine de rééquilibrer les débats en faisant de la « contre-propagande », sous peine d'une amende de 200.000 dollars par heure.

ZONE EURO

Un long chemin pour la BCE

Le resserrement monétaire devrait se poursuivre après la dernière hausse des taux directeurs. L'inflation n'est pas encore endiguée.

La décision de la Banque centrale européenne (BCE), le 4 mai, de relever ses taux d'intérêt directeurs de 25 points de base, à 3,25% pour la rémunération des dépôts, est tout sauf

une surprise. On s'attendait à ce qu'elle réduise à nouveau le rythme de la hausse des taux, entamée en juillet 2022, notamment pour tenir compte de la récente crise bancaire, qui devrait conduire à un certain durcissement des conditions de crédit (voir Le Revenu n°1734).

La présidente Christine La-

garde a néanmoins souligné, lors de sa conférence de presse, qu'il ne s'agissait pas de faire une « pause » dans le processus de resserrement monétaire.

Mais ce dernier passe également par la réduction du bilan de la BCE. Celle-ci a en effet fait savoir, le même jour, que le portefeuille de titres détenus dans le cadre du programme

d'achats d'actifs (APP) sera encore réduit. Ainsi, les montants des obligations arrivées à échéance ne seront pas réinvestis à partir de juillet prochain. Le chômage au plus bas Reste que pour atteindre l'objectif d'inflation de 2% qui demeure fixé pour le moyen terme, le chemin à parcourir est encore long.

FRANCE

La Bourse de Paris tirée par le luxe

La Bourse de Paris est attendue en très légère hausse vendredi, dans un contexte d'incertitudes et avant la publication des chiffres d'inflation en France pour avril.

La Bourse de Paris progressait de 0,63% vendredi matin, aidée par son secteur du luxe, après les résultats du groupe suisse Richemont, et par un début d'apaisement des tensions géopolitiques entre Chine et Etats-Unis. Jeudi, il a terminé en hausse de 0,24%, aidé par ses valeurs du luxe, mais Wall Street a clôturé en petite forme.

Pour Michael Hewson, analyste de CMC Markets, le moral des investisseurs est "fragile" en raison du retour des craintes concernant les banques régionales américaines, d'une consommation qui faiblit et d'un possible ralentissement économique.

Les valeurs des banques régionales américaines ont à nouveau été vendues massivement par les investisseurs jeudi après que PacWest a indiqué que de nombreux clients avaient retiré des dépôts début mai.

De prime abord une bonne nouvelle, le ralentissement de l'inflation des prix à la consommation et à la production aux Etats-Unis a finalement suscité des craintes de récession pour les marchés. Une situation qui serait fortement aggravée si aucun accord n'est trouvé pour relever le plafond de la dette des Etats-Unis.

Une réunion prévue vendredi entre Joe Biden et le patron républicain de la Chambre des représentants Kevin McCarthy, et d'autres dirigeants parlementaires, a été repoussée au "début de semaine prochaine".

En Europe, les investisseurs scruteront vendredi les chiffres de l'inflation en France et diverses statistiques économiques au Royaume-Uni, avant les données d'inflation et de croissance de la zone euro la semaine prochaine.

MARCHÉ

Les rachats d'actions battent des records dans le monde

Le montant total des rachats d'actions a augmenté de 22% en 2022 par rapport à 2021, alors que le secteur pétrolier a multiplié par quatre ses dépenses. La France constitue toutefois une exception avec un recul de ces rachats l'an passé.

Ce sont des pratiques parfois décriées par les politiques, notamment en France où le président Emmanuel Macron est récemment monté au créneau pour les fustiger: les rachats d'actions par les grands groupes cotés.

Cette forme de retour à l'actionnaire a, il est vrai, le vent en poupe. L'étude de Janus Henderson publiée ce jeudi le montre: en 2022, les rachats d'actions ont, en dollars, atteint un niveau record de 1310 milliards (un peu moins de 1200 milliards d'euros), soit une progression de 22% par rapport à l'année précédente.

Selon Janus Henderson, qui a compilé les annonces de 1200 grandes entreprises mondiales, ces rachats sont désormais presque aussi élevés que les dividendes, représentant désormais 94% de leurs montants contre seulement 52% en 2012. Ce pourcentage monte à 162% aux Etats-Unis, en raison notamment des groupes de tech. Alphabet et Meta, maisons-mères de Google et Facebook, qui ne versent ainsi pas de dividendes mais rachètent régulièrement leurs propres titres.

Des rachats très concentrés sur quelques entreprises

En valeur, les rachats d'actions ont triplé en dix ans, avec une progression de 182% quand les dividendes, eux, n'ont augmenté "que" de 54% sur la même période.

"Le secteur pétrolier est de loin celui qui a le plus contribué à la croissance en 2022: les entreprises pétrolières ont racheté pour 135 milliards de dollars de leurs propres actions, un montant plus de 4 fois supérieur à celui de 2021", souligne le gérant d'actifs.

Les Etats-Unis se taillent la part du lion. Les

rachats d'actions s'y sont élevés à 932,43 milliards de dollars en 2022 contre 758,4 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 19%. Au Royaume-Uni, les rachats ont été multipliés par près de trois à 70,53 milliards de dollars. La France constitue une exception, avec un recul à 28,87 milliards contre 35,57 milliards en 2021.

Les rachats d'actions restent, par ailleurs, très concentrés sur quelques entreprises. Apple, plus importante capitalisation boursière au monde, a racheté 89 milliards de dollars de ses propres titres l'an passé représentant près de 7% du total mondial. Plus largement, les dix plus gros acheteurs concentrent environ 25% du montant total.

Un outil pratique pour les entreprises

"La croissance rapide des rachats au cours des trois dernières années reflète la solidité des bénéficiaires et des flux de trésorerie disponibles, ainsi que la volonté de récompenser les actionnaires sans susciter d'attentes inutiles en matière de dividendes", a expliqué Ben Lofthouse de Janus Henderson, cité dans un communiqué.

La flexibilité offerte par cette forme de retour à l'actionnaire par rapport au dividende peut en effet expliquer pourquoi les sociétés y ont de plus en plus recours.

Dans un contexte de conjoncture incertaine, "les entreprises évitent de trop augmenter le dividende car elles risqueraient de devoir le réduire au titre de 2023 ou 2024", expliquait dans un récent article Pascal Quiry, co-auteur de la revue financière *Vermimmen* et professeur à HEC. "Elles ont ainsi davantage recours aux rachats d'actions, car ils n'entraînent aucun engagement implicite de récurrence, contrairement à la progression

du dividende. C'est donc un outil flexible de retour aux actionnaires", poursuivait-il.

A l'instar des dividendes, dans la pure théorie financière, les rachats d'actions n'enrichissent néanmoins pas les actionnaires puisque la société ne fait en réalité que redistribuer des liquidités qu'elle possède déjà. Néanmoins, comme le notait une étude de McKinsey de 2005, les rachats d'actions sont souvent bien reçus par le marché car ils envoient un signal de confiance de la part des entreprises, notamment parce que la direction de l'entreprise peut juger que le cours de la société est déprécié et/ou qu'elle a suffisamment de cash pour assurer son fonctionnement et ses opérations.

L'année 2023 pourrait-elle marquer un nouveau record? Pas forcément selon Janus Henderson. Le gestionnaire d'actifs souligne que le coût du capital est "beaucoup plus élevé que lors des dernières années". Ce qui n'est pas anormal, puisque par construction le coût du capital dépend du coût de la dette, qui augmente avec la hausse récente des taux d'intérêt.

"Lorsque les entreprises pouvaient obtenir des financements à un coût quasiment nul, elles étaient fortement incitées à émettre des titres de créance et à racheter des actions, car cela représentait une immense valeur ajoutée. Pour les entreprises qui génèrent d'énormes quantités de liquidités, comme Apple ou Alphabet, ce facteur n'est pas déterminant. Pour d'autres, en particulier aux Etats-Unis, qui ont eu recours à l'emprunt pour financer les rachats, les calculs seront désormais établis avec beaucoup plus de finesse", développe Ben Lofthouse.

TURQUIE

Un scrutin à haut risque pour la livre turque

Les élections présidentielles et législatives qui ont lieu ce dimanche voient s'affronter deux candidats aux visions diamétralement opposées de la politique monétaire, alors que la devise du pays s'est effondrée avec les taux trop bas face à l'inflation.

C'est un scrutin de tous les risques qui attend Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir en Turquie depuis maintenant 20 ans. Aussi bien les élections législatives que l'élection présidentielle ont lieu dans le pays ce dimanche 14 mai. Pour la première fois depuis son accession à la tête de la Turquie, le chef d'Etat fait face à un rival qui le menace sérieusement, à savoir Kemal Kılıçdaroglu, candidat du Parti républicain du peuple (CHP) et à la tête d'une alliance rassemblant six partis d'opposition.

"Des sondages récents indiquent une course serrée entre le président sortant Erdogan et le leader du CHP Kılıçdaroglu, candidat de l'opposition, mais donnent Kılıçdaroglu vainqueur au premier ou au second tour", note Charles-Henry Monchau, directeur des investissements de la banque Syz.

Sur le plan économique, ce sont deux lignes très différentes qui s'affrontent avec en creux l'avenir d'une devise nationale, la livre turque, laminée par des années de taux trop bas. Recep Tayyip Erdogan a, en effet, mené une politique pour le moins contre-intuitive face à une inflation galopante.

"La devise du pays n'a jamais été aussi faible face au dollar notamment dans un contexte de politique monétaire trop souple, de déséquilibres des comptes courants et d'inquiétudes concernant l'élection présidentielle", souligne ainsi John Plassard de Mirabaud. Bien qu'en baisse, l'inflation a atteint plus de 44% sur un an en avril, après avoir inscrit un record de plus de 85% en octobre. "Il est possible que l'inflation turque soit bien plus élevée que le disent les chiffres officiels. L'indépendance de Turkstat, l'organisme des statistiques, est très discutable. Et si l'on regarde l'inflation à Istanbul, qui est publiée par la chambre de commerce locale, elle est 20 à 30 points de pourcentage plus élevée que les données officielles nationales", relève Guillaume Tresca, stratège senior marchés émergents chez Generali Insurance Asset Management.

Une livre turque en réalité surévaluée

Face à cette envolée vertigineuse de l'inflation, Erdogan s'est obstinément opposé à toute hausse des taux de la banque centrale de Turquie, convaincu que de tels relèvements alimentent l'inflation. La banque centrale turque a ainsi mené une série de baisses de son principal taux directeur, passant de 19% en 2021 à 8,5% depuis fin février. La banque centrale avait alors réduit son taux de 50 points



de base (0,5%) à la suite d'un terrible tremblement qui avait provoqué plus de 45.000 morts.

"Ces dernières années, la stratégie de la banque centrale turque a été difficile à lire pour le marché, avec une ingérence forte du politique qui a voulu aller vers la croissance à tout prix. On peut dire qu'elle n'est pas indépendante", résume Guillaume Tresca. Il en résulte un plongeon de la livre turque. Face au dollar, la monnaie nationale souffre encore cette année, le billet vert s'étant apprécié de 4,4% depuis le début de 2023 face à la livre turque, hausse qui a atteint 28% sur un an. Un dollar vaut aujourd'hui près de 20 livres turques contre 7,6 fin 2020.

Et encore ces baisses récentes masquent une réalité plus complexe. "La dépréciation de la livre turque, ces derniers mois, est en réalité restée contenue au regard des pressions qui sont censées s'exercer sur la monnaie. Pour donner une idée, à l'été 2018 ou fin 2021, la devise avait connu des épisodes de chute de 10-15% sur une seule journée", développe Guillaume Tresca.

"Plusieurs mesures ont été prises pour empêcher un plongeon de la monnaie. La banque centrale de Turquie, même si elle ne le dit pas officiellement, est intervenue régulièrement sur les marchés des changes pour soutenir la devise, ce qui s'est traduit par la fonte massive de ses réserves de changes. En parallèle, des restrictions sur l'utilisation des devises étrangères ont été mises en place pour les entreprises et les particuliers, qui peuvent s'apparenter à une forme légère de contrôle des capitaux", ajoute-t-il.

"Au final, la livre turque est très vraisemblablement surévaluée. Il est difficile de déterminer le cours "juste" de la devise mais on peut penser à un taux de 1 dollar pour 23-24 livres", évalue le straté-

giste. "Et pour les investisseurs étrangers il est très difficile de se positionner sur la livre turque", prévient-il.

Vers une nouvelle chute après l'élection?

Face à la politique bien peu conventionnelle de Recep Tayyip Erdogan, Kemal Kılıçdaroglu se pose lui en défenseur d'une politique plus libérale, prônant un retour à l'orthodoxie économique et promettant de restaurer la crédibilité et l'indépendance de la banque centrale du pays. Ce qui, sur le papier, est de nature à enrayer la chute de la livre turque, du moins à moyen terme.

"Une politique monétaire plus crédible et plus dure serait mise en place, et ferait baisser l'inflation. De plus, la banque centrale à l'indépendance retrouvée attirerait des flux de capitaux, ce qui renforcerait la livre turque", estimait ainsi fin mars Swiss Life Asset Managers.

Mais dans les faits, il est à craindre que la devise turque subisse un nouveau coup de bambou après le résultat des élections, quelle que soit leur issue.

"Il est très compliqué d'anticiper les résultats des élections de dimanche et de dresser des hypothèses. Néanmoins il apparaît que la livre turque devrait baisser dans les deux scénarios "centraux" qu'on peut tenter d'esquisser", juge Guillaume Tresca.

"Dans le premier de cas de figure, si Erdogan reste au pouvoir, on peut penser que le dirigeant politique va aller vers une politique économique un peu moins hétérodoxe qu'avant les élections. Il relâcherait un peu les mesures qui empêchent la livre turque de se déprécier fortement, car il a moins intérêt à soutenir la devise qu'avant cette échéance politique. Et la situation sur les réserves de changes de la banque centrale turque est, par ailleurs, difficilement tenable. La devise chuterait donc. Mais on resterait dans une politique très hétérodoxe", développe le stratège.

"Maintenant cette hypothèse revient à supposer des décisions rationnelles chez Erdogan, ce qui n'a jamais vraiment marché par le passé", précise-t-il.

Dans le deuxième scénario, Kemal Kılıçdaroglu et l'opposition arriveraient au pouvoir. "Dans ce cas, le candidat a promis de revenir à une politique économique très orthodoxe. Ce qui devrait se traduire par une forte remontée des taux directeurs, à 40% voire 50%", estime Guillaume Tresca. "Dans ce cas de figure, la livre turque chuterait également, tout simplement parce que là encore le relâchement des mesures de soutien à la devise - notamment la contrainte sur les changes - entraînerait une correction. Par ailleurs une devise plus faible est nécessaire pour assainir les déséquilibres macroéconomiques du pays", précise-t-il.

MICROSOFT

La firme parie sur la commercialisation de la fusion nucléaire d'ici 5 ans !

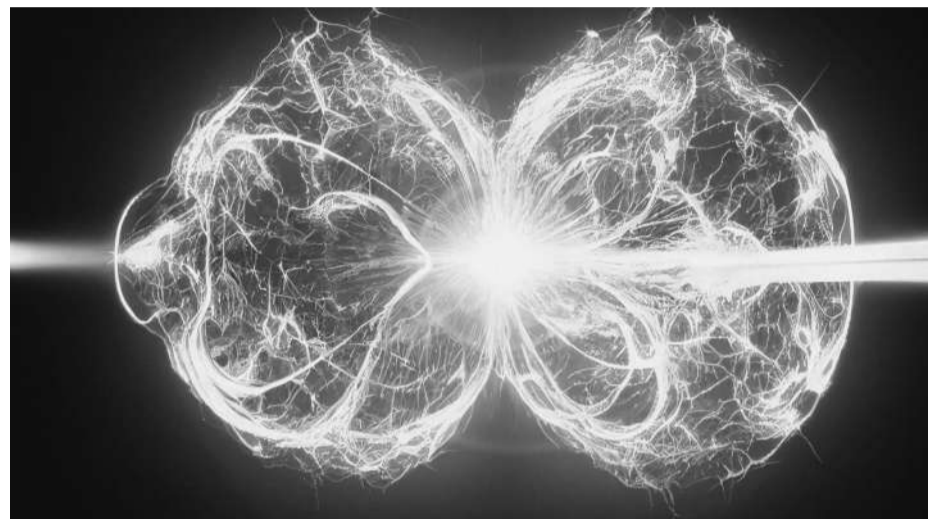
L'entreprise Helion Energy prévoit de commencer la production commerciale d'électricité grâce à la fusion nucléaire d'ici cinq ans. La firme est tellement confiante qu'elle vient de conclure un accord avec Microsoft, qui lui achètera de l'électricité à partir de 2028.

La fusion nucléaire est le Graal de la production d'électricité propre et écologique. Cette technologie ne produit aucun déchet radioactif, à l'inverse de la fission nucléaire. De nombreux chercheurs planchent dessus pour en faire une réalité, y compris des entreprises privées. Microsoft vient d'annoncer avoir conclu un accord avec la firme Helion Energy pour lui acheter de l'électricité... en 2028.

Il s'agit très certainement du premier accord du genre au monde, alors que la fusion nucléaire est encore loin du stade commercial. Néanmoins, cette annonce montre à quel point Helion Energy est confiant dans sa capacité à démarrer son premier réacteur en seulement cinq ans.

Un réacteur d'un gigawatt ?

L'accord prévoit que Microsoft achètera 50 mégawatts d'électricité générés par fusion nucléaire à partir de 2028, avec une période de montée en puissance d'un an le temps que le réacteur soit pleinement opérationnel, et des pénalités si Helion Energy ne parvient pas à



produire de l'électricité. Toutefois, la firme voit bien plus grand et vise le gigawatt, soit 20 fois la puissance promise à Microsoft.

Pour financer ses recherches sur la fusion nucléaire, Helion Energy a réussi à lever plus de 570 millions de dollars de fonds privés. L'un des principaux investisseurs est Sam Altman, l'un des cofondateurs d'OpenAI, connu pour

ChatGPT. En 2021, l'homme avait révélé avoir investi à hauteur de 375 millions de dollars. Avant de commencer la production commerciale, Helion Energy compte mettre en ligne dès l'année prochaine son réacteur de septième génération Polaris, qui utilise des champs magnétiques pulsés et l'hélium-3 comme carburant, plutôt que le tritium qui est privilégié par la concurrence.

UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE S'INSPIRE DU CERVEAU

Elle révèle les mystères de l'hippocampe

Des chercheurs ont créé une IA qui simule le processus de mémorisation spatiale dans l'hippocampe. Leur modèle nous en apprend un peu plus sur le fonctionnement de la mémorisation de notre cerveau.

Les intelligences artificielles (IA) reposent sur des algorithmes d'apprentissage et, paradoxalement, grâce à elles, on est capable de mieux comprendre comment fonctionne notre cerveau, notamment notre propre apprentissage. C'est justement pour mieux comprendre notre processus de mémorisation des informations que des chercheurs de l'Université de la Ruhr à Bochum, en Allemagne, ont mis au point une IA capable de simuler le fonctionnement de notre cerveau, du moins en partie. Les scientifiques ont localisé leur recherche sur l'hippocampe.

Cette région du cerveau est essentielle pour la mémoire spatiale et la navigation. C'est d'ailleurs ce qui explique les problèmes de mémoire et de désorientation liés à la maladie d'Alzheimer. L'hippocampe a une particularité baptisée « replay ». Lorsque nous nous déplaçons sur un itinéraire, notre hippocampe va fixer des cellules dites de « lieu » au fil de l'avancée. Une fois au repos, ou pendant le sommeil, ces cellules de lieu vont se réactiver, soit dans l'ordre du cheminement, soit dans l'ordre inverse. Autrement dit, l'hippocampe « rejoue » la scène des séquences neuronales. Ces cellules de lieu peuvent aussi s'adapter au changement de l'environnement et s'assembler à des lieux non encore visités mais que l'on a vus. Il apparaît que plus certaines séquences sont rejouées et plus la navigation est rapide et facile.

Le chercheur Nicolas Diekmann a pu obtenir plus de détails sur le fonctionnement du cerveau dans son processus d'apprentissage, grâce à une intelligence artificielle.

Une simulation biologiquement plausible

Mais l'hippocampe ne relit pas n'importe quelles cellules de lieu. Certaines sont plus prioritaires que d'autres. Pour un rongeur qui réalise son cheminement, l'hippocampe va, par exemple, rejouer plus souvent les séquences qui sont familières ou qui sont liées à une récompense. Cela ne signifie pas que les autres sont ignorées, mais leur relecture sera plus lente, par rapport aux autres.

Et l'IA dans tout cela ? Pour en savoir plus sur ce processus de relecture des séquences neuronales, les chercheurs ont donc créé une intelligence artificielle qui fonctionne sur le même principe et qui s'inspire justement d'un petit rongeur. Après entraînement de l'IA, ils ont pu constater qu'elle apprenait plus efficacement les informations spatiales lors de la relecture de certaines séquences, comme le fait justement l'hippocampe. Mais pas n'importe lesquelles. C'est en observant ce comportement et en analysant sur quelles cellules de lieu l'IA avait réalisé sa hiérarchie que les chercheurs ont pu obtenir plus de détails sur l'optimisation du processus de mémorisation. Pour les chercheurs, cette émulation du processus de mémorisation dans l'hippocampe est biologiquement plausible et donne un peu plus de détails sur la façon dont le cerveau humain apprend.

PUBLICITE

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya De Médéa
Daïra De SEGHOUANE
Commune De MOUDJEBEUR

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°01/2023 NIF 098426625030716

Le président de la commune de MOUDJEBEUR lance un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales l'opération suivante :

Réhabilitation du chemin menant à fraction ouled hamza (Latrece et El houaoura et Ben serga) à la distance de 02 Km commune moudjebeur

Tous les soumissionnaires ou particuliers intéressés par lance un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales L'opération suivante : Réhabilitation du chemin menant à fraction ouled hamza (Latrece et El houaoura et Ben serga) à la distance de 02 Km commune moudjebeur

sont appelés à retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marches de la commune de moudjebeur contre un paiement de 4000DA (Quatre mille Dinars Algérien) pour chaque cahier des charges aux près du trésorier de la commune de SEGHOUANE.

La date limite de dépôt des offres et fixée à quinze jours 15 jours à compter de la date de premier jour de parution de l'avis d'appel d'offres par affichage au quotidien nationaux et le BOMOP

- La date d'ouverture des plis techniques et financiers seront le dernier jour de préparation des offres à 11 :00 heures, en considérant que cette annonce est une invitation pour les soumissionnaires d'assister.

dossier de soumission

le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes:

1. une déclaration de candidature remplie signée, cachetée et datée
2. déclaration de propreté remplie signée, cachetée et datée
3. Copie du statut de l'entreprise
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ou registre commerce
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats.
6. Capacités professionnelles : certificat de qualification professionnel d'activités catégorie 04 et plus (activité principal travaux public).
7. Capacités financières : les bilans financiers de l'entreprise des trois années (2020-2021-2022).
8. Capacités techniques : références professionnelles des quatre années à partir de (2019-2020-2021-2022) attestations de bonne exécution signées par le maître de l'ouvrage, obligatoire de réalisation deux projets minimum (travaux BB)
9. Le numéro d'identification fiscale NIF
10. Les attestations de mise à jour (CNAS CASNOS CACOPATH) validée
11. Extrait de rôle apuré (moins de 03mois)
12. Certificat de dépôt de comptes des sociétés personnelles+ des attestations des cadres techniques.
13. liste des moyens matériels doit être accompagner des cartes grise et les attestation d'assurances pour le matériel roulant et un PV du notaire de cette année pour le matériel non roulant.
14. quittance de participation à l'appelle d'offre

L'offre technique: doit comprendre les pièces suivantes:

1. le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté),
2. déclaration à souscrire rempli signée, cachetée
3. planning et délais de réalisation rempli signée, cachetée.
4. un mémoire technique rempli signée, cachetée

L'offre financière: doit comprendre les pièces suivantes:

1. lettre de soumission rempli signée, cachetée
2. bordereau des prix unitaires rempli signée, cachetée
3. le devis quantitatif et estimatif rempli signée, cachetée
4. définition des prix.

les offres doivent être composées par un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont mises dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. ces enveloppes seront mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres et l'intitulé du projet»

APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2023

Réhabilitation du chemin menant à fraction ouled hamza (Latrece et El houaoura et Ben serga) à la distance de 02 Km commune moudjebeur

les soumissionnaires rentrant engagés par leur offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres
Dépôt des offres au bureau TECHNIQUE de la commune de MOUDJEBEUR.

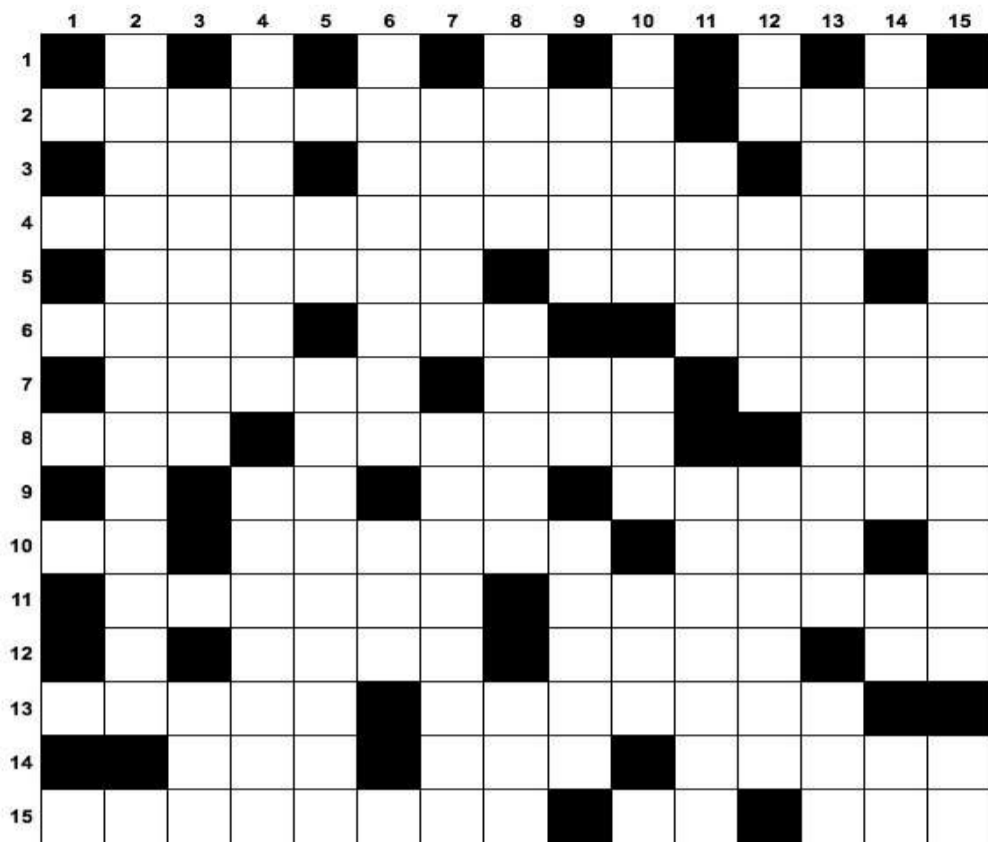
Fait à MOUDJEBEUR le:
Le P/APC

MOBILITE

Le premier bus autonome roule au Royaume-Uni

Longue de 22 kilomètres, cette première ligne de bus autonome sillonnera les environs d'Édimbourg, la capitale écossaise dès la semaine prochaine et transportera 10 000 passagers par semaine. Bardés d'intelligence artificielle pour analyser la circulation, les bus rouleront à 50 km/h, sous la surveillance d'un chauffeur. Au fur et à mesure des déplacements, les bus autonomes affineront les données qui permettront de réaliser des économies de carburant. Une ligne de bus autonome sera mise en service la semaine prochaine à Édimbourg, une première au Royaume-Uni, même si des chauffeurs resteront présents dans les véhicules pour en reprendre le contrôle en cas d'urgence. « La technologie d'autonomie présente dans le bus a déjà été testée par le passé mais c'est la première fois qu'elle est utilisée sur une ligne de bus », a indiqué à l'AFP Peter Stevens, directeur des affaires publiques de la compagnie Stagecoach, lors d'une démonstration jeudi près d'Édimbourg.

Cette nouvelle ligne longue d'environ 22 kilomètres, située dans l'ouest de la capitale écossaise, prévoit de transporter environ 10 000 passagers par semaine. Dans les cinq bus en service, qui pourront rouler à une vitesse allant jusqu'à 50 km/h, un chauffeur sera quand même présent pour vérifier le bon fonctionnement de la technologie, comme le prévoit la loi britannique qui n'autorise pas encore la circulation de véhicules totalement autonomes sur la voie publique. Un autre agent sera à bord pour vérifier les titres de transport et répondre aux questions des usagers.



Grille n° 1

Horizontalement

2 Population et usages du panthéon.- Coups imparables.3 Lueur.- Secoua.- Prénom de chanteuse morte.4 Situées de l'autre côté.5 Salle mal éclairée.- Luminaire.6 Peintre allemand.- La suite.- Arrivée première.7 Blond caucasien.- Rayons d'instituts.- Notre aîné.8 Va de l'avant.- Fêtes du sud.- Prénom féminin.9 Se référer.- Croatie.- Rédempteur.10 Peu !- Fit volte-face (se).- Rivière autrichienne.11 Cristal.- Informées.12 Alliance atlantique.- Plus âgé.- Direction du sud-est.13 Il dit l'avenir.- Changeaient.14 Forme de divorce.- Nid de politiciens.- Peut servir.15 Suffisante.- Relation terminée.- Chaleur.

Verticalement

2 Ardente.3 Repaire.- Affichage basse qualité.4 Prénom de chanteuse morte.- D'une boîte.5 Préfixe itératif.- Effroyable.6 Roi de Sparte.- Bicyclette.7 Il adopte une vie monastique.- Racines courantes.8 On y trouve le Taj Mahal.- Peaux.- Seule.9 Ce qui n'est pas changé.- Domaine du Vatican.- Amateurs d'andouillette.10 Disparues.- Chargé d'enquête au FBI.- Sept.11 Ville majorquine.- Hostile.12 Circule.- Grand air.- Frôlent.13 Périodique.- Lancement.14 Semblable.- Consortium européen.- Espagne.- Déchiffré.15 Organisé.- Alien.

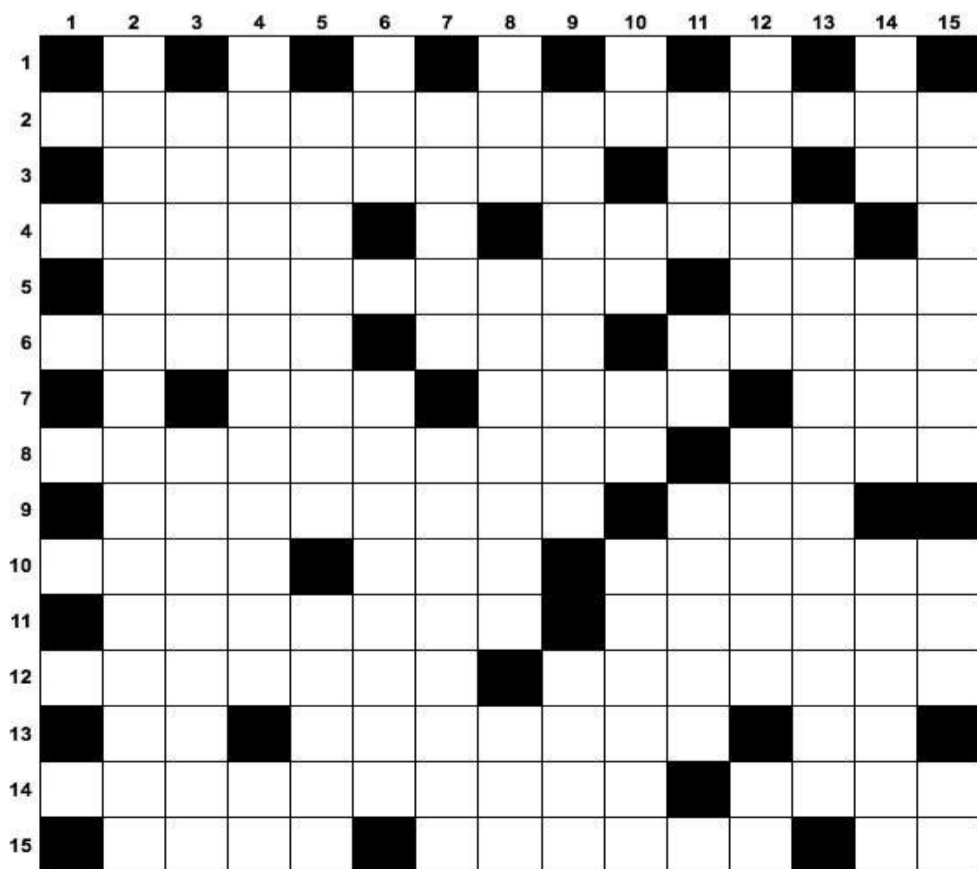
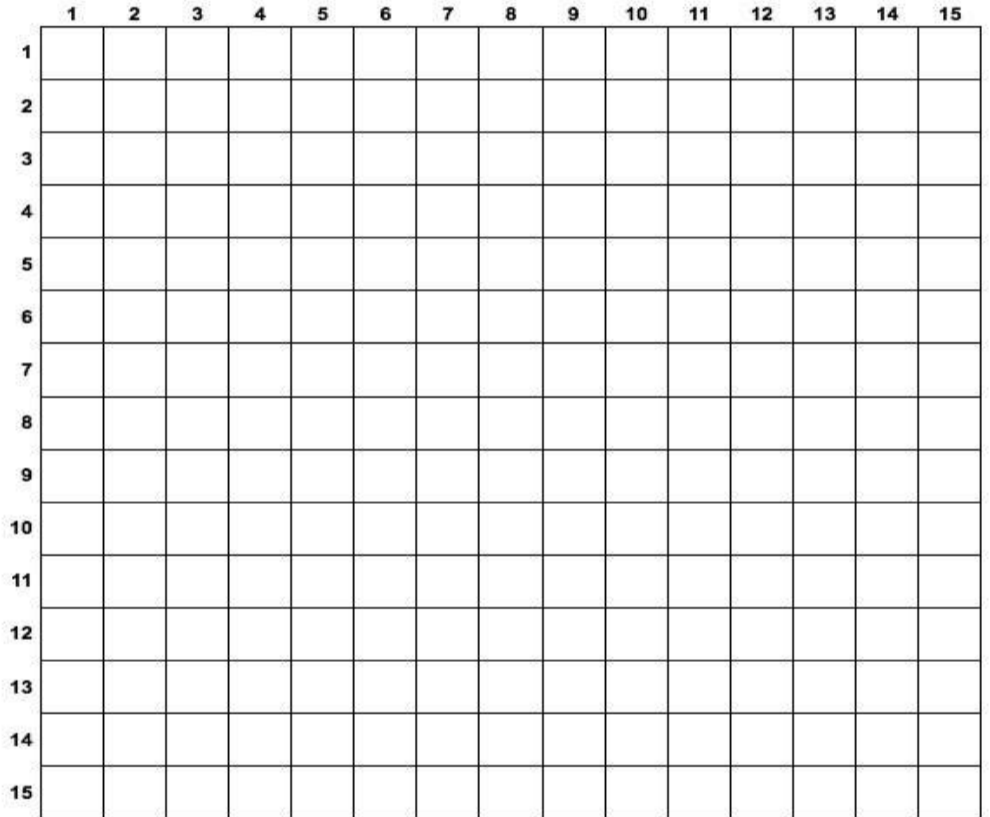
Grille muette

Horizontalement

2 Déviations optiques.- Envoyée en nombre.3 Tubes chirurgicaux.- Clairsemé.4 Fabricant d'autocuseurs.- Fécondité.5 Coloré.- Officialisé.6 Réacteur.- Secourut.- Fabricant de pièces d'origine.7 Longes.- Manouches.8 Imperméabilité.9 Voltige.- Homme de main.- Dorure.10 Prénom espagnol féminin.- Parallélépipède.11 Note.- Ville en Essonne (les).- Dans.- Part.12 Ensemble d'algorithmes.- Station spatiale.- Affections intimes.- Un jeu de société.13 Heurtée.- Exploite.14 Violoniste néerlandais.- Messages en cylindres.- Pays-Bas.15 Self.- Fêrue d'écrits bibliques.

Verticalement

2 Qui recherche des sens cachés.3 Musée végétal.- Coiffure crépue.4 À mon avis.- Un pont de Shanghai.- Interface visuelle.5 À l'européenne.6 Recommandé.- Échappement.- Possibilité de perdre.7 Pièce à router.- Charpenté.8 Composés de benzène.- Méthode de parking.9 Manifestement.10 États-Unis.- Mises en combustion.- ISIS français.11 Rentes.- Usages.12 Allait de l'avant.- Bac français.- Épuisa.13 Existions.- Dévêtues.14 Sélectionnée.- Donnant une forme en arc brisé.15 Comité d'entreprise.- Fleuve d'Allemagne.- Ressort les voiles.



Grille N° 3

Horizontalement

2 Sorties de piste.3 Autorisée.- Argon.- Possède.4 Limité.- Affaïsement.5 Essentielle.- Network sportif américain.6 Cours paludier.- Personnel.- Encre biologique.7 Symbole de solidarité.- Symbole musulman.- Forme des ingénieurs.8 Surveillée par une sirène.- Allure modérée.9 Doteras.- Liliacée.10 Séparatistes.- Divinité birmane.- Praticante.11 Énumérons.- Perle des Alpes.12 Donnait de la voix.- Prélèvement cervical.13 Grade abrégé.- Alpin.- Pronom.14 Remet les gaz.- Phobie.15 Messieurs les anglais.- Groupes atomiques.- Île.

Verticalement

2 Classiques.3 Petits canaux.- Pulsai.4 Contradictions.- Chrome.5 Donneront de la valeur.- Profanes.6 Pôle hospitalier.- Orientale.7 Thèses.- Fin réseau.8 Emploi.- Pieds.- Chose latine.9 Famille d'empereurs romains.- Redoute.10 Petit cube.- Règle.- Maître.- Risquée.11 Timonier.- Société.- Vieille ville thrace.12 Héros grec.- Adhère.- Parti politique.13 Caractère liant.14 Organisation séparatiste.- Village de Haute Corse.- Débiteur.15 Visait.- Localité batave.- Île.

BMW SERIE 2 U06 ACTIVE TOURER E (2023)

Que vaut la version hybride rechargeable la plus accessible ?

Pour la première fois de son histoire, le BMW Série 2 Active Tourer est disponible dans toutes les motorisations présentes sur le marché puisqu'il existe désormais dans une inédite version 100% électrique.

Elle côtoie les plus classiques essence, diesel et hybride rechargeable commercialisées en deux niveaux de puissance.

Mercedes et BMW ont toujours été les seuls constructeurs premium à investir le segment des monospaces et ce depuis des années. Aujourd'hui, même si les ventes de cette catégorie se sont effondrées en raison de la concurrence des SUV, les deux marques allemandes persistent. Ainsi, BMW a renouvelé l'an passé son Série 2 Active Tourer et Mercedes vient de restyler son Classe B. Au-delà de cette politique, ces

deux monospaces partagent aussi de nombreux points communs au niveau des motorisations puisque les deux sont vendus avec un large panel d'énergie que ce soit en essence, diesel ou hybride rechargeable. Pour ce nouveau Active Tourer, BMW est allé encore plus loin que son éternel rival en proposant une version 100% électrique, seule offre existante sur le marché.

Pour ceux qui ne sont pas encore prêts à sauter le pas du tout électrique, il y a l'hybride rechargeable, disponible en 245 ch et 326 ch. Les prix débutent respectivement à partir de 48 600 € et 51 600 €, soit un surcoût d'un peu

moins de 10 000 € par rapport à la version 218 i (170 ch) et 9 000 € face à 220d (150 ch) pour notre modèle d'essai. Une différence conséquente.

Dans cette configuration, le Série 2 Active Tourer développe 245 ch. Sous le capot de notre Série 2 Active Tourer 225e, on trouve le trois cylindres essence du 218i de 136 ch couplé à un moteur électrique de 109 ch. Les performances sont intéressantes avec seulement 6,7 s pour le 0 à 100 km/h. Et pour les perpétuels insatisfaits, il existe aussi le 230e annoncé avec 326 ch, ce qui fait de lui le monospace de la marque le plus puissant jamais produit. Son

moteur essence 3 cylindres développe 150 ch et surtout le bloc électrique est nettement plus puissant que sur le 225e, avec pas moins de 177 ch (130 kW). Cette version peut ainsi passer de 0 à 100 km/h en tout juste 5,5 s, un chrono digne d'une vraie sportive. Dans les deux cas, le moteur essence envoie le couple au train avant alors que le moteur électrique est placé sur l'essieu arrière dont il entraîne les roues. Ce qui explique que ces deux modèles soient de fait badgés xDrive, avec transmission intégrale.

A LA FOIS ÉLÉGANTE, SPORTIVE ET DYNAMIQUE

Le ZR-V complète la gamme SUV de Honda

Honda a dévoilé le nouveau ZR-V à l'occasion d'un événement de presse européen à Offenbach, en Allemagne.

Disponible à partir de l'automne 2023, ce nouveau SUV du segment C offre l'alliance parfaite entre style sophistiqué, fonctionnalité et expérience de conduite affirmée.

Prenant place entre le HR-V et le CR-V, le ZR-V cible des acheteurs jeunes et soucieux de leur image, qui recherchent un véhicule élégant, puissant et agréable à conduire, susceptible de s'intégrer harmonieusement à leur quotidien. Sous sa carrosserie élégante et épurée, le modèle embarque la technologie hybride intégrale de Honda qui partage son ADN avec la nouvelle Civic e:HEV. Plébiscitée par la critique pour ses caractéristiques dynamiques, la Civic a démontré que les véhicules hybrides intégraux pouvaient être stimulants et agréables à conduire, et le ZR-V marque le prolongement cette logique pour les SUV du segment C. Optimisé pour le ZR-V, le moteur à injection



directe et cycle Atkinson de 2.0 litres, à la fois puissant et économique, fonctionne de concert avec deux moteurs électriques pour fournir une accélération vive et instantanée.

Le châssis rigide et léger spécifique à ce modèle exploite les concepts déjà mis en œuvre sur les plateformes Civic et CR-V et a été conçu pour offrir les caractéristiques de conduite et les

hauts niveaux d'agilité que l'on retrouve habituellement sur les berlines sportives. La direction est à la fois souple et gratifiante grâce à une logique de contrôle raffinée et des composants basse friction, tandis que la suspension arrière multibras et les bras optimisés contribuent à une conduite confortable et stimulante qui renforce la confiance et le confort au volant.

TOYOTA FRANCE

Rappel de plus de 25 000 Avensis

Il a déjà été à de nombreuses reprises, fait état de rappel touchant des modèles équipés de coussins gonflables de sécurité fabriqués par la défunte entreprise Takata. Aucun constructeur d'envergure mondial ne semble épargné par ce problème, y compris ceux, tels que Toyota, qui placent la qualité de fabrication en tête de leurs préoccupations. Nouvel épisode, donc, avec, cette fois-ci, en guest-star, l'Avensis de deuxième génération. Plus précisément, ce sont les exemplaires sortis des chaînes d'assemblage entre août 2002 et avril 2006 qui sont impactés par l'opération codifiée 22SMD-115. Sur ces véhicules, dont 25 700 circulent encore sur les routes de l'Hexagone, il faut procéder au remplacement de l'airbag conducteur. Selon l'importateur tricolore, ce changement nécessite environ 40 minutes d'immobilisation. Ces autos ont reçu le type CE d'homologation, donnée qui apparaît dans la case K de la carte grise, e1*2001/116*0196 suivi de 00, 01, 02, 03 ou 04, ce qui correspond aux codes modèles ADT251, AZT250 et 251, CDT250, et ZZT250 et 251.

Comme toujours lorsqu'il s'agit de résoudre un problème grave de sécurité, la filiale française de la marque contacte actuellement les possesseurs de ces Avensis.

SKODA KODIAQ ET SUPERB

L'épreuve du froid polaire

Les nouvelles générations des Škoda Superb et Kodiaq ont été soumises à des tests intensifs de résistance au froid dans le cercle polaire arctique. Les essais intensifs dans des conditions de froid extrême font partie du programme standard de développement des nouveaux véhicules. Škoda Auto effectue régulièrement de tels tests dans le cercle polaire arctique, où la Škoda Superb de quatrième génération et la deuxième génération du Kodiaq ont maintenant fait leurs preuves face à n'importe quel défi hivernal. Chaque partie des véhicules testés a été passée au crible : le châssis, la carrosserie, le moteur, le chauffage et l'ensemble du système électrique.

Pour évaluer les performances générales des véhicules en hiver, Škoda Auto examine l'impact de la neige sur la carrosserie ainsi que les effets de la neige pénétrant dans le compartiment moteur et les prises d'air. Toutes les fonctions mécaniques de la carrosserie ainsi que les systèmes électriques doivent fonctionner parfaitement, même à des températures de moins 25 degrés Celsius, et

le moteur doit démarrer sans problème à des températures avoisinant les moins 30 degrés. Toutes les portes, le capot et le hayon, ainsi que le bouchon du réservoir de carburant et le couvercle de la prise de charge sur les véhicules PHEV doivent pouvoir s'ouvrir même dans ces conditions défavorables.

Les conducteurs d'essai vérifient le comportement des véhicules sur les routes verglacées et enneigées, ainsi que le fonctionnement des systèmes d'assistance. Les testeurs évaluent la dynamique de conduite des voitures, les performances de la transmission intégrale, le cas échéant, ainsi que les caractéristiques fonctionnelles et le confort de la suspension. Ils vérifient si la boîte de vitesses passe sans problème et si les essuie-glaces et les lave-glaces fonctionnent. L'éclairage du véhicule la nuit et le comportement acoustique des parties gelées du véhicule sont également testés. Les batteries haute tension des véhicules PHEV sont chargées à l'état congelé, puis l'autonomie maximale est déterminée. Pour évaluer précisément la durabilité des véhicules dans des conditions



hivernales, les conducteurs d'essai parcourent des dizaines de milliers de kilomètres.

Le programme d'essai porte également sur de nombreuses fonctions intérieures, par exemple les performances du système de chauffage en cas de températures extérieures extrêmement froides et le niveau de confort thermique dans l'habitacle. Les testeurs vérifient également si les vitres s'embuent et

s'il est possible de les dégivrer rapidement. Ils évaluent également si les systèmes de chauffage des sièges, du volant, des rétroviseurs extérieurs, du pare-brise et de la lunette arrière fonctionnent comme prévu. Le cas échéant, ils testent également le chauffage auxiliaire. En plus de cela, les conducteurs vérifient si l'écran tactile central réagit bien lorsque la température intérieure du véhicule est descendue en dessous de zéro.

BMS

20 à 50mm de pluie dans 18 wilayas

L'office national de météorologie, ONM, a émis, ce dimanche, un bulletin météo spécial, BMS, concernant 18 wilayas du pays. Ce bulletin, classé de niveau d'alerte orange, concerne les wilayas de Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba El Tarf, Guelma, Souk Ahras, Constantine, Mila, Sétif, Batna, Oum El Bouaghi, Khenchela et Tébessa.

Concernant ces 14 wilayas, les quantités de pluies attendues oscilleront entre 20 et 40 mm, et pourront atteindre ou dépasser localement 50 mm pendant la période de validité de ce bulletin à savoir jusqu'à lundi à midi.

Le BMS concerne également 4 autres wilayas à savoir Biskra, Al-Megheir, Tougourt et El-Oued, où les quantités de pluie attendues oscilleront entre 20 et 40 mm pendant la période de validité de la publication, à savoir de 21 heure ce dimanche soir jusqu'à lundi à 09h00.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Lundi 15 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ALGER

Un enfant kidnappé délivré par la Police

Les éléments de la sûreté de daïra de Hussein Dey à Alger ont réussi à résoudre l'affaire de l'enlèvement d'un bébé âgé de peine de deux ans.

Tout a commencé la semaine dernière, suite à la plainte déposée par les parents de la victime au niveau de la sûreté urbaine de Kouba, indiquant que leur enfant a fait l'objet d'un kidnapping par des inconnus, assure ce dimanche un communiqué de la sûreté de la wilaya d'Alger.

Dès réception de la plainte, les services de la Police ont immédiatement ouvert une enquête et lancé les investigations sous la supervision du parquet compétent.

Le communiqué précise que les enquêteurs ont réussi grâce aux images de la vidéosurveillance au niveau d'une rue de Kouba à élucider l'acte de kidnapping et à identifier l'auteur.

R E.

UN CYCLONE MENACE LA BIRMANIE ET LE BANGLADESH 400 000 personnes évacuées

Un puissant cyclone s'approche dimanche des côtes du Bangladesh et de la Birmanie, obligeant des centaines de milliers de personnes à évacuer certaines régions.

Le cyclone Mocha, accompagné de vents pouvant atteindre 210 km/h, pourrait provoquer une surélévation du niveau de la mer de 4 mètres, ce qui affecterait plus de 2 millions de personnes.

"Notre priorité est de sauver des vies", a déclaré un responsable des services de secours bangladais, où près de 300.000 personnes ont été évacuées avant que le cyclone ne touche terre.

Les travailleurs humanitaires s'inquiètent des risques encourus par les réfugiés Rohingya se trouvant dans le camp de Cox's Bazar, au Bangladesh, proche de la trajectoire du cyclone.

"Les personnes à risque sont en train d'être transférées vers des abris sûrs et nous préparons des kits d'urgence", a déclaré Farah Kabir qui travaille pour ActionAid Bangladesh.

Au moins 100.000 habitants de l'Etat de Rakhine, en Birmanie, ont été évacués vers des régions plus sûres depuis la semaine dernière, ont annoncé une milice locale et le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN CONCERNANT L'ALGÉRIE L'UIPA exprime son indignation

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a exprimé son indignation et son rejet de la résolution du Parlement européen (PE) sur la liberté d'expression et de la presse en Algérie, et les informations fallacieuses qu'elle contient et qui visent à saper les réalisations de l'Algérie dans les fora régionaux et internationaux, mettant en garde contre les conséquences de ce chantage politique et de ces tentatives d'altération des faits.

"A la lumière des communiqués politiques erronés publiés par le PE contre les pays arabes qui rejettent le principe de tutelle et les diktats, relavant d'une ingérence flagrante dans leurs affaires internes, notamment son dernier communiqué sur la liberté de la presse et d'expression en Algérie, l'UIPA exprime son indignation et son rejet catégorique de la résolution du PE et des informations fallacieuses qu'elle contient, visant à ternir l'image de l'Algérie et à saper les réalisations de ses institutions constitutionnelles et des droits de l'Homme", lit-on dans un communiqué très ferme rendu public par l'UIPA.

L'Union interparlementaire arabe "met en garde contre les conséquences de ce chantage politique et ces tentatives flagrantes et honteuses d'altération des faits menées par l'Union européenne (UE) au vu et au su de tous les pays du monde", ajoute la même



source.

Elle a souligné son rejet catégorique de l'immixtion du PE dans les affaires internes des pays indépendants et souverains, et de la politique de deux poids deux mesures, en prétextant un intérêt pour les droits de l'homme dans certains pays arabes, alors qu'il ferme les yeux sur les agressions sionistes barbares contre les citoyens et leurs droits légitimes en Palestine et dans d'autres pays vulnérables. L'UIPA a appelé dans son communiqué le Parlement européen "à revenir sur la voie de la raison et de la crédibilité et ne pas se laisser entrainer par certains de ses membres qui ont vendu leur conscience contre des intérêts personnels", relevant que "l'Algérie, pays frère, a franchi des pas importants pour

l'instauration d'un Etat de droit et de justice".

L'UIPA a exprimé sa "solidarité et son soutien à l'Algérie, pays frère, ainsi que son appui à son plan d'action arabe et national et à toutes les stratégies et initiatives lancées dans divers domaines pour la promotion des droits de l'homme dans tous les volets politique, économique et social", souhaitant au peuple algérien "davantage de prospérité et de progrès dans tous les domaines dont la liberté de la presse et la liberté d'expression loin des surenchères et informations fallacieuses du PE et de sa politique flagrante et répréhensible visant à saper les réalisations de l'Algérie dans les différents fora régionaux et internationaux".

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS Recrutement de 19 000 agents de la protection civile

Le directeur des statistiques et de l'information à la Protection civile, le colonel Farouk Achour, a révélé que 19 000 agents de la Protection civile ont été recrutés au niveau de 505 unités d'intervention, dans le cadre de la campagne de lutte contre les feux de forêts durant cet été. S'exprimant hier sur les ondes de la « Chaîne II » de la Radio nationale, le colonel Farouk Achour a indiqué que « les unités régionales ont été renforcées pour intervenir avec les moyens nécessaires pour faire face aux incendies de forêt, en plus de 4 centres régionaux pour un appui au niveau des wilayas de Chlef, Tarf Tizi Ouzou et Bouira. A titre illustratif, la direction de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou a annoncé la mise en service de quatre postes avancés pour lutter contre les incendies.

Ces piquets d'incendies seront installés dans les communes les plus exposées aux risques de feux de forêt durant la saison estivale. Il s'agit, entre autres, des communes d'Aït Yahia Moussa, Mekla,

Iferhounene. Ces brigades d'intervention seront mises en service, début juin prochain, au niveau des écoles primaires. Par ailleurs, un site a été aménagé pour le transport par hélicoptères, tout comme une piste d'atterrissage de canadiens. En outre, le colonel Achour a ajouté que la « Protection civile a décidé de renforcer ses capacités de lutte contre les incendies avec 7 hélicoptères, dont un hélicoptère appartenant à l'Armée nationale populaire, et un avion qui a été acquis, en plus de la location de 10 avions bombardiers d'eau pour lutter contre les incendies de forêt cette année ». Ces bombardiers seront déployés au niveau des wilayas de Chlef, Béjaïa et Annaba, précise-t-il. D'autre part, l'intervenant a révélé la création d'unités motocyclistes devant intervenir pour les premiers soins d'urgences, soulignant que ces équipes seront déployées au niveau des grandes wilayas.

R N/Agence